

Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale
n° 16 - décembre 2007

Cette brochure est l'édition en langue française
d'une partie des articles de la revue *Marxis-*
mo Vivo - n° 16 (2007) publiée en espagnol (voir
www.marxismovivo.org).

Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale
www.litci.org

Présentation

Plus de la moitié[§] de cette nouvelle édition de *Marxisme Vivant* est réservée à deux grands thèmes : la Révolution russe et la situation politique au Venezuela. A première vue, il s'agit de deux sujets entretenant peu de relations entre eux, mais ce n'est pas le cas.

Dans le dossier consacré à la commémoration des 90 ans de la Révolution russe, le lecteur pourra trouver les principales conclusions de Léon Trotsky sur cet événement historique, ainsi que de plusieurs autres auteurs développant une série d'aspects particuliers, les analysant et en tirant des conclusions. Ainsi, un révolutionnaire italien analyse la Commune de Paris comme une anticipation de la Révolution russe. D'autres auteurs exposent ce qu'étaient les soviets et l'Armée rouge, et la manière dont ils fonctionnaient. D'autres textes montrent comment la Révolution s'est manifestée sur le terrain de l'économie, de la culture ou de l'armée.

Comme responsables de la revue, nous commémorons ainsi les 90 ans de la Grande Révolution russe, mais nous ne le faisons pas comme nous aurions aimé le faire. Nous ne rendons pas cet hommage en célébrant le triomphe de la révolution socialiste mondiale. Au contraire, nous le faisons en constatant la restauration du capitalisme dans tous les pays où la bourgeoisie avait été expropriée, y compris la Russie elle-même.

[§] La *Présentation* concerne l'édition originale en espagnol, dont seulement *une partie* des articles sont reproduits dans la traduction.

Mais pourquoi alors consacrer tant d'espace pour tirer des conclusions d'une défaite ? Parce que nous donnons beaucoup d'importance à ce que disait Léon Trotsky dans ses Leçons d'octobre : « *Sans l'étude de la grande Révolution française, de la révolution de 1848 et de la Commune de Paris, nous n'aurions jamais mené à bien la Révolution d'octobre. [...] En effet, nous avons fait cette expérience en nous appuyant sur les enseignements des révolutions précédentes et en continuant leur ligne historique.* »

D'autre part, les articles consacrés à analyser la situation du Venezuela, après le référendum de réforme constitutionnelle dans lequel Chavez a été mis en échec, montrent l'approfondissement du processus révolutionnaire qui s'est développé dans ce pays. Les révolutionnaires vénézuéliens font face au défi de leur vie. Le fait est que la situation devient de plus en plus tendue, les scénarios se clarifient et la nécessité de la direction révolutionnaire devient impérieuse. Mais comment construire la direction révolutionnaire, prendre le pouvoir, exproprier la bourgeoisie, se défendre de l'agression impérialiste, développer la révolution au niveau international, sans étudier l'expérience que la Révolution russe nous a léguée ? Trotsky disait, dans la phrase que nous venons de citer, que sans l'étude des révolutions précédentes « *nous n'aurions jamais mené à bien la Révolution d'octobre* ».

Il convient maintenant de se demander : pourrions-nous faire un nouvel Octobre au Venezuela sans tirer toutes les conclusions de la Révolution d'octobre elle-même ? **Jamais !** Voilà précisément la relation entre les deux grands thèmes dont il est question dans la revue.

Venezuela : la gauche face à Chavez et au référendum

Martín Hernández

Membre du Comité Exécutif International de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale



Si nous comparons ce qui se passe actuellement au Venezuela avec la situation en 2002, il s'avère évident qu'un profond changement se déroule dans ce pays. Pour plusieurs raisons – les origines de son gouvernement, son discours anti-impérialiste, le chantage aux Etats-Unis, les relations internationales, la relation avec le mouvement de masses, etc. – les secteurs les plus importants de la bourgeoisie vénézuélienne et du gouvernement des Etats-Unis n'ont jamais considéré le gouvernement Chavez, bien qu'étant bourgeois, comme « leur gouvernement ». Dans ce cadre, un important secteur des patrons, des partis politiques traditionnels, de l'armée et de la bureaucratie syndicale a provoqué un coup d'Etat en 2002, avec le soutien du gouvernement des Etats-Unis.

Dans un premier temps, le putsch a été victorieux. Chavez a été démis de ses fonctions et emprisonné sans offrir de résistance, alors que la majorité de ses ministres et principaux collaborateurs se cachaient ou cherchaient refuge dans différentes ambassades. Mais les masses vénézuéliennes, par confiance en Chavez et/ou par instinct de classe - ou de conservation - se sont insurgées dans tout le pays et ont mis en échec le putsch après quelques heures. Elles se sont approprié des rues et des routes, plusieurs raffineries et centres de production et de distribution de pétrole, ainsi que des casernes. Face à l'ampleur de la confrontation, les putschistes se sont enfuis et ont laissé un vide de pouvoir.

Face à cette réalité, un secteur de l'armée est allé rechercher Chavez en prison pour qu'il assume de nouveau le pouvoir et contienne les masses insurgées. En ce moment, Chavez était le seul en condition de le faire, et il l'a fait. A partir ce moment, un nouveau scénario politique a commencé à se dérouler au Venezuela.

La gauche, unie pour faire face au putsch et divisée face au référendum

En 2002, l'ample majorité de la gauche du Venezuela et du monde - réformiste, centriste ou révolutionnaire - était unie pour défendre le gouvernement de Chavez face au putsch et empêcher l'avènement d'un régime qui irait attaquer le mouvement ouvrier et les masses par des méthodes fascistes. Récemment, le 2 décembre 2007, lors de la convocation d'un référendum quant à la réforme constitutionnelle, la gauche s'est montrée profondément divisée. La majorité a défendu la proposition présentée par Chavez tandis qu'une minorité s'y est opposée. Les premiers - dont la majorité du PSOL du Brésil, la LCR de France, le MST d'Argentine, le ISO des Etats-Unis - ont appelé à voter OUI et la minorité a manifesté son rejet à la réforme en appelant à voter NON (LIT-QI; UST du Venezuela, IT d'Argentine, PSTU du Brésil); à voter blanc (UIT, PTS - Fraction Trotskyste) ou à s'abstenir (MAS d'Argentine).

Il est évident que l'appel à voter pour l'une ou l'autre position n'est pas un problème de principes pour les marxistes. Toutefois, cette considération ne peut pas nous mener à sous-estimer la division qui

s'est manifestée dans la gauche face à ce processus électoral, pas tellement par les consignes de vote, mais par les arguments utilisés pour une telle définition et par les différents bilans qui ont été faits du résultat électoral. Ces arguments et ces bilans font apparaître des différences profondes - de principes et stratégiques - par rapport à la politique à avoir face au gouvernement Chavez et au processus révolutionnaire vénézuélien lui-même.

Un nouveau scénario politique

En 2002 les masses ont dit OUI au gouvernement de Chavez et NON au putsch. En 2007, Chavez et ses partisans ont essayé de raviver le scénario de 2002. Pendant toute la campagne électorale sur la réforme de la Constitution, ils affirmaient que voter pour le OUI signifierait approfondir la « révolution bolivarienne », le socialisme et l'anti-impérialisme. Au contraire, le vote pour le NON signifierait le triomphe des putschistes, de la droite, des oligarques et de l'impérialisme.

Toutefois, la stratégie de Chavez n'a pas été victorieuse. Tout le monde sait que plusieurs millions de personnes, qui avaient voté pour Chavez lors des élections précédentes, et qui sont contre la droite et l'impérialisme, se sont abstenus en facilitant la victoire du NON ou ont directement voté NON. Et ceci tient au fait que, comme nous le disions au début, il y a une différence énorme entre 2002 et 2007.

Le fait est qu'à partir de la défaite du putsch de 2002, un accord et une division de tâches, entre la bourgeoisie oppositionnelle et l'impérialisme d'un côté et le gouvernement de Chavez de l'autre, a commencé à émerger (de fait ou de droit). Par cet accord, les anciens putschistes ont soutenu la réalité institutionnelle, abandonnant leur projet précédent, et se sont mis à se disputer avec Chavez sur le terrain électoral. Le gouvernement de Chavez, de son côté, a lancé une offensive pour contrôler le mouvement ouvrier et le peuple afin d'éviter qu'il ne mette en question l'Etat bourgeois avec ses mobilisations (comme il l'a fait quand il a fait face au putsch). Le référendum a eu lieu dans le cadre de ce nouveau scénario.

L'offensive de Chavez contre le mouvement ouvrier populaire se fait avec un discours anti-impérialiste et socialiste. Par exemple, la tentative de détruire les syndicats, les centrales ouvrières et tout type d'or-

ganisation autonome des travailleurs, se fait ainsi à partir de ce qu'on appelle les « Conseils des Travailleurs » (ou Soviets), qui sont mis sur pied dans les usines sous l'initiative du Ministère du Travail. Le gouvernement agit de la même manière avec les étudiants. Les « Conseils d'Etudiants » sont formés sous impulsion gouvernementale pour mettre un terme à l'autonomie du mouvement estudiantin et leurs Cercles.

La tentative de contrôler les moyens de communication fait partie de cette offensive de Chavez, pour contrôler et réorienter le mouvement ouvrier et populaire. Quand Chavez a assumé la présidence, il y avait deux réseaux de télévision de l'Etat. Il y en a maintenant près de six. Cette tentative de monopoliser les moyens de communication est faite aussi au nom du socialisme et contre les putschistes : nous avons pu le constater dans l'épisode bien connu de la chaîne de télévision RCTV. Dans ce cas, la concession aux propriétaires de ce canal n'a pas été renouvelée usant de l'argument qu'ils avaient été putschistes en 2002 (ce qui est vrai). Toutefois ce réseau de télévision n'est pas passé sous contrôle d'un autre secteur « non-putschiste », et encore moins sous le contrôle des travailleurs. La RCTV s'est transformé en un nouveau et puissant réseau du gouvernement.

Le comble de l'offensive de Chavez pour lier les mains au mouvement ouvrier est probablement la tentative de construire un parti unique directement contrôlé par le gouvernement et par Chavez lui-même, le PSUV. On essaye d'y intégrer toutes les organisations syndicales et politiques des travailleurs, ainsi que les travailleurs eux-mêmes, toujours avec le discours de construire le parti unique de la Révolution Bolivarienne. Beaucoup de ceux qui ont risqué leur vie en défendant le gouvernement contre le putsch de 2002, sont accusés de contre-révolutionnaire, d'« andouille », de putschiste, etc., comme cela a été le cas pour le célèbre dirigeant ouvrier, Orlando Chirino, dans la mesure où il a refusé de dissoudre son organisation dans le PSUV.

L'offensive du gouvernement contre les secteurs les plus avancés des travailleurs ne se limite pas à des mots. Lors de plusieurs occasions, ils ont subis une répression violente de la part des organismes de sécurité de l'Etat, quand ils ne se sont pas pliés aux ordres de Chavez et ont engagé la lutte pour leurs revendications. Une situation semblable peut-être observée dans le mouvement estudiantin.

Il est important de souligner que cette dureté du gouvernement vénézuélien contre les travailleurs contraste visiblement avec sa docilité envers les capitalistes et l'impérialisme lui-même, et ce malgré les discours enflammés à leur rencontre.

Aucun secteur capitaliste n'a été exproprié au Venezuela (même pas les secteurs qui ont dirigé le putsch) puisque les patrons des rares entreprises qui ont été nationalisées ont été très bien indemnisés. Actuellement, il y a des secteurs de la bourgeoisie qui provoquent le désapprovisionnement de produits de première nécessité. Les travailleurs qui n'ont pas la possibilité d'acheter ces produits sur le marché noir, sont obligés de faire la queue pendant des heures pour acheter du lait pour leurs enfants. C'était une bonne occasion pour qu'un gouvernement, qui se dit socialiste, exproprie ceux qui spéculent avec la santé de la population. Mais rien n'est fait contre les spéculateurs, et les travailleurs continuent à faire ces queues interminables.

C'est dans le cadre de ce maintien de l'exploitation capitaliste et d'une offensive bonapartiste contre les travailleurs, que Chavez a présenté ses propositions de réforme de la Constitution. La justification avancée était d'en faire « une constitution socialiste ». La réalité est que les réformes maintiennent le caractère bourgeois de la constitution, et en renforcent qualitativement le caractère bonapartiste.

La majorité de la gauche soutient la proposition de réforme de Chavez

En 2002, le gros de la gauche, y compris la plus réformiste et opportuniste, a joué un rôle progressiste en défendant le gouvernement de Chavez contre le putsch, mais ce n'est pas le cas aujourd'hui. La majorité de la gauche, au Venezuela et dans le monde, soutient chacune des initiatives de Chavez, déjà non contre des putschistes inexistantes, mais contre le mouvement ouvrier et les masses.

Le rôle que jouent les organisations et les intellectuels de gauche comme appui du gouvernement de Chavez n'est pas moindre.

Chavez se présente comme révolutionnaire, comme socialiste et même comme sympathisant avec les idées de Léon Trotsky. Cela fait que les masses croient (quoique de moins en moins) que Chavez est

un révolutionnaire qui va se battre jusqu'à la fin contre le capitalisme et l'impérialisme.

N'importe quel activiste (sans parler des intellectuels marxistes) avec une culture marxiste minimale (qui a lu, par exemple, le Manifeste Communiste de Marx et Engels) sait parfaitement que le Venezuela est un Etat capitaliste et que le gouvernement de Chavez est bourgeois et s'appuie sur l'armée, la principale institution de l'Etat capitaliste, pour gouverner. Toutefois la gauche, qui se considère marxiste, accepte les mensonges de Chavez au lieu de le démasquer, ce qui joue un rôle fondamental, décisif, dans la tâche de confondre les travailleurs et les masses.

Pendant la campagne pour le référendum, cette « gauche » s'est limitée à répéter, un à un, les arguments de Chavez. Elle n'a perdu aucune occasion pour dire qu'il s'agissait d'un projet de réformes pour avancer en direction du socialisme, qu'il y aurait un nouveau putsch si triomphait le NON, que le mouvement estudiantin, qui défendait le NON, était de droite, etc.

Cette campagne furieuse de Chavez et de la majorité de la gauche, défendant les réformes « socialistes » de la Constitution et s'opposant au NON « de la droite putschiste », a créé un climat d'anxiété et de crainte dans les masses, qui commencent à se poser des questions sur Chavez, ainsi que dans la gauche anti-chaviste elle-même.

A vrai dire, dans ce climat, il était difficile de mettre en question la proposition de réformes de Chavez, et plus encore d'appeler ouvertement à voter pour le NON. On savait qu'en le faisant, les militants ouvriers et la gauche seraient stigmatisés (comme cela a été le cas pour beaucoup) comme putschistes, agents de l'impérialisme ou « andouilles », et que les travailleurs qui répondraient à cet appel pourraient en arriver à souffrir de la répression gouvernementale.

Il s'avère évident que la campagne d'intimidation des masses du gouvernement de Chavez et de ceux qui le soutiennent a eu des effets sur l'analyse et la politique de presque toute la gauche, y compris celle qui n'est pas chaviste.

Ainsi, par exemple, le Nouveau MAS en Argentine, une organisation qui a été contre le OUI, a-t-elle caractérisé le projet de réformes constitutionnelles présenté par Chavez comme « *une des orientations*

*la plus à "gauche" dans ce que l'on peut voir aujourd'hui au niveau international ».*¹

Ce courant a ainsi relayé le chantage chaviste consistant à agiter le danger de putsch pour faire pression sur les masses pour un vote OUI, non seulement car il n'a pas dénoncé cette manœuvre grossière mais aussi parce qu'il a appelé à « *descendre massivement dans la rue face à tout indice de coup de griffe putschiste réel contre le gouvernement de Chavez* ». C'est toutefois dans la position, concernant le vote pour le NON de plusieurs organisations de gauche qui ne sont pas chavistes que l'on peut voir mieux les résultats de la pression du gouvernement.

La crainte du NON

Le référendum sur la proposition de réformes de la constitution laissait deux alternatives aux électeurs : OUI ou NON. Il est évident ceux qui étaient pour les réformes de Chavez ont appelé à voter OUI. Et ceux qui étaient contre ces réformes auraient dû, par souci de cohérence politique, appeler à voter NON, mais cela n'a pas été le cas.

Ceux qui, comme nous, appelaient à voter NON (à vrai dire, une toute petite minorité au niveau mondial) sont durement attaqués par les partisans de Chavez – comme il fallait s'y attendre – et ce à l'aide des mêmes arguments que ceux que le stalinisme a pendant longtemps imposés comme norme (attaquer un gouvernement bourgeois « progressiste » serait faire le jeu de la droite). Voici l'opinion du MST d'Argentine, sous forme de bilan après les élections : « *Ceux qui ont soutenu l'abstention ou le NON depuis la gauche ont fait le jeu de la droite et de l'impérialisme. [...] Le triomphe du NON est le triomphe de Globovisión, Fedecamaras, Bush, Rosales, Ismael García et Baduel. [...] Les dirigeants qui ont fait campagne contre le OUI ont fortifié objectivement - au-delà de leurs intentions - la droite, et ont affaibli les travailleurs et le peuple bolivarien qui voulait approfondir la révolution.* »² L'intellectuel américain renommé, James Petras, pour sa part, a accusé le PSTU du Brésil et les militants de la LIT au Venezue-

¹ « *Nous appelons à s'abstenir, et à descendre dans la rue pour rejeter tout coup de griffe putschiste.* » Déclaration du courant international *Socialisme ou Barbarie*, face au référendum du 2 décembre. 26/11/2007

² Alternativa Socialista N° 466, 13/12/07

la de travailler avec les étudiants, financés par le gouvernement des Etats-Unis.

Il faut toutefois souligner que, outre ces attaques des défenseurs de Chavez, nous recevons de dures critiques de la part d'organisations qui ne sont pas chavistes et qui n'ont pas voté pour le OUI, à cause notre appel à voter NON.

Le Nouveau MAS, déjà cité précédemment, et le PST de Costa Rica, sont catégoriques en affirmant : « *Ceux qui ont appelé au NON depuis la gauche - comme c'est le cas pour la LIT et le PSTU - ont le privilège triste et ridicule de rester "collés" à l'opposition bourgeoise récalcitrante et "andouille".* »³ D'autre part, la Fraction Trotskyste - IV Internationale, dont fait partie le PTS en Argentine, disserte sur ce thème de la manière suivante : « *Il y a eu l'appel du PSTU à voter NON, la même position que celle défendue par la bourgeoisie oppositionnelle impérialiste. [...] Intuitivement, les secteurs qui se sont abstenus dans le vote ont eu une position plus sage que celle du PSTU, en retirant leur appui politique à Chavez sans l'offrir au bloc d'opposition de droite. [...] Il est seulement possible de faire une unité tactique avec des secteurs bourgeois dans des situations tout à fait exceptionnelles, quand il s'agit d'une certaine mesure concrète qui signifie une conquête pour les travailleurs. [...] Quelle est la conquête concrète que la classe ouvrière a obtenue avec la victoire du NON ?* »⁴

Les secteurs cités précédemment paraissent avoir découvert un nouveau principe : Quand un gouvernement comme celui de Chavez est durement attaqué par la droite et l'impérialisme, et que ceux-ci disent NON à une certaine proposition de ce gouvernement, comme révolutionnaires nous ne pouvons pas dire NON. Et ce même si nous sommes contre cette proposition, puisqu'en le faisant, nous resterions "collés" à cette proposition ou, pire encore, comme le dit la Fraction Trotskista, nous développerions une politique d'unité d'action (ou d'« *unité tactique* »), avec l'extrême droite. Ce n'est pas sur la base de ce « principe » qu'ont agi nos maîtres.

³ « *Pourquoi Chavez a-t-il perdu ?* » Déclaration du courant international Socialisme ou Barbarie et du PST de Costa Rica face au triomphe du NON au Venezuela - 4.12.2007

⁴ « *Un débat nécessaire avec le PSTU - La politique de la gauche face au référendum au Venezuela.* » Liga Estrategia Revolucionaria, LER-CI

Pendant la Première Guerre Mondiale, quand le gouvernement de front populaire de la Russie était bombardé par les troupes allemandes, les bolcheviques n'ont pas appelé à voter NON au gouvernement, ils ont appelé à le renverser. Ce n'était pas facile, évidemment. Les militants bolcheviques, et Lénine en particulier, ont été accusés par les opportunistes d'être des agents de l'empire allemand, parce qu'ils défendaient cette position.

Quand les différentes puissances impérialistes voulaient renverser Staline pour restaurer le capitalisme, Trotsky et la IV^{ème} Internationale se sont mis à défendre inconditionnellement l'URSS contre toute attaque du capitalisme, ce qui ne les empêchait pas à appeler à la mobilisation des travailleurs pour renverser Staline et sa clique. Encore une fois, les révolutionnaires - dans ce cas les trotskystes - ont-ils été accusés d'être des agents de l'empire allemand ainsi que des Etats-Unis.

Lénine et Trotsky développaient-ils une politique d'unité d'action avec l'impérialisme allemand ? Il n'y a qu'un opportuniste invétéré, ou une secte qui n'a pas peur du ridicule, qui pourrait faire une telle affirmation. Ce que faisaient Lénine et Trotsky, c'était de mener jusqu'à la fin une politique révolutionnaire. Il n'y avait pas d'autres façons de mettre un terme aux pénuries de la guerre pour les masses russes qu'en mettant en échec le gouvernement provisoire de front populaire. Et ce de la même manière qu'il n'y avait pas d'autre façon d'éviter la restauration du capitalisme dans l'ancienne URSS qu'en mettant en échec la bureaucratie dirigeante.

Y avait-il un danger que cette politique révolutionnaire cause une confusion dans d'importants secteurs des travailleurs ? Bien sûr, au point que dans plus d'une occasion les militants bolcheviques ont été roués de coups aux portes des usines par des travailleurs confondus. Mais ce n'était pas cela le principal danger. Le principal danger était que les travailleurs ne comprennent pas qu'ils n'avaient pas d'autre issue, si ce n'est de renverser le gouvernement provisoire. Le principal danger était que les révolutionnaires lancent des explications confuses, afin de ne pas être roués de coups par les travailleurs les plus confondus par leurs directions.

Dans le cas du Venezuela, en appelant à voter pour le NON, il y avait aussi danger d'être « collés à l'extrême droite », étant donné la

violente campagne de confusion de Chavez et ses partisans, mais ce n'était pas la que résidait principal danger.

Le principal danger était de créer davantage de confusion chez les travailleurs et les masses vénézuéliennes. Le principal danger était que les révolutionnaires se fassent l'écho de la campagne du gouvernement et qu'ils disent aux masses (comme le recommandaient le Nouveau MAS et le PTS d'Argentine) qu'on ne pouvait pas voter pour le NON parce que c'était le vote de l'extrême droite putschiste.

La position du MST, de la LCR et du PSOL est très claire : appui au gouvernement bourgeois de Chavez. Celle du Nouveau MAS et de la Fraction Trotskista est pure confusion, une confusion qui est maintenu jusqu'à aujourd'hui puisque ces courants continuent à accuser ceux qui, comme nous, ont appelé à voter NON, de faire le jeu de la droite putschiste.

La Fraction Trotskista dit que « *les secteurs qui se sont abstenus dans le vote ont eu intuitivement une position plus sage que celle du PSTU* ». C'est sans doute très progressiste que plus de trois millions de personnes, qui votaient pour Chavez, se sont abstenu. C'est très progressiste parce qu'elles montrent une mise en question du gouvernement avec leur abstention, bien qu'elles n'aient pas encore rompu avec Chavez (ce pourquoi elles n'ont pas voté pour le NON). Mais ce qui est progressiste pour les masses n'est pas toujours progressiste pour les organisations révolutionnaires. Cela n'a rien de progressiste que la Fraction Trotskista n'ait pas appelé à voter pour le NON (ni pour l'abstention, d'ailleurs), reproduisant ainsi le discours du gouvernement que le NON était putschiste. Cela n'a rien de progressiste que le PTS, qui se place aujourd'hui dans une position équidistante entre le OUI et le NON, ne rompe pas avec le chavisme en continuant de se considérer trotskiste.

Le mouvement étudiant et le NON

Il n'y a aucun doute que Chavez, malgré son usure remarquable, ait encore un poids énorme dans la classe ouvrière et dans la population en général. Il y a des secteurs de la classe ouvrière qui voient clairement la contradiction entre les paroles de Chavez (socialistes) et son action (anti-ouvrière) et qui rompent avec le gouvernement. Mais il s'agit d'un processus encore minoritaire dans les masses ainsi que dans

l'avant-garde. Toutefois il y a un secteur où les masses mettent en question Chavez : le mouvement étudiantin.

Les premières importantes mobilisations des étudiants ont eu lieu il y a quelques mois, autour de la fermeture de la RCTV. Maintenant, lors du référendum, ces mobilisations ont eu un caractère de masses, à tel point que les étudiants ont monopolisé l'opposition à Chavez autour du vote pour le NON.

Comme il fallait s'y attendre, Chavez et les organisations chavistes accusent les étudiants d'être contre-révolutionnaires, « andouilles », putschistes ou payés par la CIA. Caractérisation qui a été utilisée comme prétexte pour déclencher une répression violente contre eux.

Quelques organisations non-chavistes emboîtent le pas à ce type d'accusations. La Fraction Trotskiste consacre quelques lignes à cet important processus dans le long extrait déjà cité, pour souligner uniquement que le mouvement étudiantin souffre « *d'une forte influence des secteurs de droite* ».

Il s'avère encore une fois évident qu'il y a plusieurs secteurs (dont la FT) qui, n'étant pas chavistes, ont d'énormes difficultés pour développer une analyse et une politique indépendante du président vénézuélien.

Nous n'avons pas de doute que la droite traditionnelle ait une importante activité dans le mouvement étudiantin, mais cela nous ne mène pas à caractériser ce mouvement comme de droite, putschiste ou « andouille ».

Le mouvement étudiantin est à la tête d'une lutte démocratique contre les tentatives bonapartistes du gouvernement de Chavez.

Il est vrai que la droite accomplit un rôle important de direction, mais elle a perdu du poids dans la mesure où le mouvement est devenu de masses. Qui plus est, dans plusieurs occasions, depuis l'époque des mobilisations contre la fermeture de la RCTV, les étudiants ont insisté pour se différencier de la droite. Un exemple de cela peut-être trouvé dans les mobilisations massives pour le NON, ils ont refusé de donner la parole à Rosales, la principale figure publique de la droite.

La campagne que font les courants chavistes contre le mouvement étudiantin (dont le PTS, une fois de plus, se fait l'écho) est un coup bas typique du stalinisme.

En 1956, quand les travailleurs et les masses hongroises se sont soulevés contre la bureaucratie stalinienne, cette dernière a affirmé que tout ce mouvement était oeuvre de l'Eglise et de la CIA. Et il est vrai que l'Eglise et la CIA agissaient dans ce processus pour essayer de restaurer le capitalisme. Mais, l'activité de ces secteurs de droite ne mettait pas en cause le caractère progressiste de cette impressionnante révolution antibureaucratique.

Quand les travailleurs et les masses polonaises ont été les protagonistes des grandes grèves contre la bureaucratie et ont construit Solidarnosc, au début des années 80, le stalinisme en bloc a une fois de plus accusé ce mouvement d'être promu par la CIA et par l'Eglise. Et c'est vrai que les deux étaient présents dans ce mouvement, à tel point que le principal dirigeant, Waleza, était publiquement un homme de l'Eglise. Cependant, ce fait ne pouvait pas dissimuler qu'en Pologne, durant ces années, c'est développé un des processus les plus avancés de lutte et d'organisation des travailleurs contre la bureaucratie.

Quand les étudiants chinois ont mené le mouvement de la Place Tiananmen en 1989, le stalinisme a répété ces accusations, et c'était vrai que ce mouvement était stimulé par des forces réactionnaires, de la même manière que l'idéologie du mouvement lui-même était tellement confuse qu'ils ont adopté la Statue de la Liberté comme symbole. Malgré cela, le mouvement a été tellement progressiste qu'en peu de temps il a commencé à s'étendre à la classe ouvrière et à l'intérieur du pays, dans une claire mise en question de la bureaucratie dirigeante qui restaurait le capitalisme.

Actuellement au Venezuela, nous voyons un secteur de masses, le mouvement étudiant, avancer dans son organisation pour faire face au gouvernement capitaliste du moment et à ses plans bonapartistes. Ce mouvement a eu une grande incidence sur d'autres secteurs sociaux, ce qui a été décisif pour que le projet de Chavez soit mis en échec dans le référendum.

Il ne s'agit pas de la mobilisation de la classe moyenne contre la classe ouvrière, comme beaucoup ont affirmé. Les étudiants ne sont ni une classe, ni un mouvement polyclassiste. Toutes les classes sociales se reflètent parmi les étudiants. D'autre part, ils sont un des secteurs les plus sensibles de la société et c'est pourquoi normalement les mouvements qui ont lieu en leur sein anticipent les mouvements qui auront

lieu dans le futur dans toute la société. Cela a d'ores et déjà commencé dans le référendum récent.

Les étudiants, en lutte contre le projet bonapartiste de Chavez, ont embrassé le drapeau du NON. Et avec leurs mobilisations, ils ont eu un impact sur un secteur de la classe ouvrière et du peuple, qui a rejoint le NON ou s'est abstenu. Cela a été très progressiste.

Ce qui manque au Venezuela maintenant, c'est une direction révolutionnaire – ou un embryon de telle direction – qui cherche l'unité avec le mouvement étudiantin à partir de la classe ouvrière et l'unité avec la classe ouvrière à partir du mouvement étudiantin, pour combattre ensemble le gouvernement. Cette unité a commencé à se manifester, de manière inconsciente, autour du référendum. Cela a permis la défaite de Chavez et il faut maintenant rendre cette unité consciente. Si on y arrive, le processus révolutionnaire et la construction de la direction peuvent faire un saut énorme dans un avenir proche.

Chavez a été mis en échec dans le référendum : et quoi maintenant ?

Où va le Venezuela après le référendum ? Est-ce la révolution ou la contre-révolution qui avance ? Si chacun des acteurs dans ce processus est conséquent avec ses caractérisations et ses politiques, les réponses à cette question vont être diamétralement opposées.

Pendant des mois, Chavez et ses partisans ont dit que le NON était le vote de la droite putschiste, que la victoire du NON signifierait la victoire de la contre-révolution. Et voilà que le NON a gagné le référendum. Par conséquent, selon les chavistes, la droite putschiste et pro-impérialiste a gagné. Qui plus est, selon les résultats électoraux, la droite aurait gagné le mouvement étudiantin et d'importants secteurs de la classe ouvrière et du peuple pour sa « politique putschiste ». D'autre part, une partie très importante de l'électorat chaviste s'est abstenue, c'est-à-dire hésite entre la révolution et la contre-révolution. Et en outre, il y a tout un secteur de la gauche et des dirigeants syndicaux (ceux qui ont voté NON, se sont abstenus ou ont voté blanc) qui, selon les chavistes, travailleraient consciemment ou inconsciemment pour la droite putschiste. Si tout ce panorama, qui ressort de l'analyse et de la caractérisation de ceux qui ont appelé à voter pour le OUI, est vrai, il

faut s'attendre à une situation catastrophique pour le Venezuela. Il y aurait les conditions, non seulement pour que triomphe un putsch mais pour qu'apparaisse un mouvement, avec poids de masses, d'allures fascistes ou semi-fascistes.

Il est surprenant (ou peut-être pas tellement) qu'une fois connu le résultat électoral, ni Chavez ni les chavistes n'ait appelé les masses à se mobiliser contre le putsch.

Des organisations comme le MES du Brésil, le MST d'Argentine ou la LCR en France, qui soutiennent Chavez, qui ont appelé à voter pour le OUI et qui continuent à se considérer comme trotskystes, ne disent pas un mot sur ce thème. Comment est-il possible qu'après le triomphe électoral, selon eux de la droite putschistes, ils ne fassent pas un vibrant appel aux travailleurs pour défendre le gouvernement contre le putsch inévitable ? Comment est-il possible qu'ils n'aient pas la politique trotskyste traditionnelle d'appeler à construire des milices ouvrières et populaires pour défendre le gouvernement des putschistes ? Comment est-il possible qu'ils n'exigent pas de Chavez qu'il distribue des armes à la classe ouvrière ? Comment est-il possible qu'ils n'appellent pas les soldats à l'insubordination face à tout ordre de leurs supérieurs putschistes ?

Il y a deux voies possibles pour expliquer cette omission face au danger du putsch : soit Chavez et ses partisans ont décidé de se suicider en masse, soit Chavez et ses partisans savent très bien que, ni avant ni après le référendum, aucun type de putsch n'était en préparation. Et ils savent aussi très bien que l'agitation qu'ils ont faite contre le putsch, pendant la campagne électorale, avait comme seul objectif d'empêcher que les travailleurs et les masses, qui étaient contre les propositions de réforme de Chavez, votent pour le NON. Cette seconde alternative est, à notre avis, la proposition correcte.

D'autre part, les organisations qui s'opposaient au vote pour le OUI, mais disaient qu'il était inadmissible de voter pour le NON, comme c'est le cas pour la FT, sont aussi obligées d'être conséquents avec leurs caractérisations puisque, pour défendre cette politique, elles s'appuyaient, tout comme les chavistes, sur la caractérisation de vote pour le NON comme étant un vote de l'extrême droite putschiste. S'ils étaient cohérents avec cette caractérisation, ils devraient maintenant être en train d'appeler en première instance tout ceux qui ont voté pour

le OUI à organiser les travailleurs et le peuple pour défendre le gouvernement contre le putsch inévitable. Toutefois ce secteur, tout comme l'autre, ne fait rien de cela. Comme nous disions au début de cet article, le vote est un problème tactique. C'est pourquoi notre polémique avec ces dernières organisations n'est pas essentiellement concernant leur proposition de vote blanc, mais concernant les arguments qu'elles ont utilisés pour défendre ce vote, des arguments qui sont très semblables à ceux de Chavez et des chavistes.

Par rapport à cette question, il est nécessaire de souligner que, parmi les organisations qui se sont opposées à voter pour le OUI, ainsi qu'à voter pour le NON, il y a eu un secteur – celui de l'UIT et de Orlando Chirino – qui a également proposé ce qui, à notre avis, est un « vote blanc » confus, mais qui n'a pas absorbé les arguments chavistes comme dans le cas du Nouveau MAS et de la FT. Dans une déclaration présentée quelques jours avant les élections, ils disent : « *Nous appelons les travailleurs à VOTER BLANC le 2 décembre prochain, en ne marquant aucune des deux options (OUI ou NON). [...] Ce qui est important pour les socialistes révolutionnaires, c'est d'exprimer que nous ne soutenons pas la Réforme Constitutionnelle proposée, raison pour laquelle nous sommes solidaires avec tous ces camarades qui pensent s'abstenir de façon consciente, pour ne pas se compromettre avec une Réforme Constitutionnelle rétrograde, et nous les encourageons ; et cette solidarité et cet encouragement se dirigent avec beaucoup plus de raison encore à ceux qui sont disposés à s'engager à voter NON, sans se soucier de la manipulation et des pressions de tout type dont ils font l'objet. A tous nous manifestons notre solidarité politique, parce que nous ne soutenons pas non plus la réforme, comme nous l'avons fait savoir pendant plus de trois mois.* »⁵

Cohérents avec cette déclaration, ce secteur a dit au moment de faire le bilan : « *La défaite électorale de Chavez au référendum pour la réforme constitutionnelle a été interprétée par beaucoup de combattants ouvriers et populaires comme une défaite du processus révolutionnaire. Mais ce n'est pas le cas. En réalité, des millions de travailleurs*

⁵ « *Le 2 décembre, nous rejetons la Réforme Constitutionnelle - Votez blanc* » – Déclaration du Mouvement pour la Construction du Parti des Travailleurs - Signé par Orlando Chirino, Miguel Hernández, Emilio Bastidas et Armando Guerra

et des secteurs du peuple du Venezuela ont exprimé leur mécontentement avec la réforme et avec le gouvernement de Chavez en s'abstenant, en votant NON ou blanc. » Cette phrase fait partie d'une déclaration qui a comme titre : « *Le peuple vénézuélien est mûr pour avancer vers le Socialisme. C'est le gouvernement de Chavez qui a perdu, et non le processus révolutionnaire.* »⁶ Ce titre répond, à notre avis, correctement à la question que nous formulions précédemment : est-ce la révolution ou la contre-révolution qui avance ?

Dans tout processus révolutionnaire, à côté de la révolution, il y a toujours la contre-révolution. Et il faut plaindre le révolutionnaire qui ne sait pas différencier celui qui est d'un côté de celui qui est de l'autre ! Dans le profond processus révolutionnaire en cours au Venezuela, il a eu un référendum. Dans ce référendum, les masses ont imposé une importante défaite au gouvernement capitaliste de Chavez. Il n'y a que celui qui situe Chavez dans le camp de la révolution qui peut tirer la conclusion que le résultat du vote a été une défaite du processus révolutionnaire. Mais cela a été tout le contraire. Les travailleurs et le peuple, en se prononçant de l'une ou l'autre manière contre la proposition de Chavez, même en étant majoritairement chavistes, ont montré qu'ils commencent à avancer dans leur expérience avec le chavisme et à ne plus avoir peur face au gouvernement. Cela aura une répercussion profonde dans les luttes prochaines et inévitables.

Il ne peut y avoir le moindre doute : ce qui a avancé, avec le résultat électoral du référendum, c'est bien la révolution. Et cela pourra se vérifier tout au long de l'année 2008. Ceux qui pensent le contraire, comme les chavistes (y compris les trotskochavistes), vont se trouver sur le trottoir opposé à celui de la révolution, comme c'est déjà le cas. Quant à ceux qui essaient de rester au milieu du chemin, comme la Fraction Trotskista, qui se posent aujourd'hui question « *Quelle est la conquête concrète que la classe ouvrière a obtenu avec la victoire du NON ?* », ils resteront plantés au milieu des feux croisés de la révolution et la contre-révolution. C'est aussi déjà le cas.

⁶ Déclaration de la UIT-CI (Unité Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale) face au référendum de Venezuela

Le début d'une crise économique mondiale ?

Alejandro Iturbe

Membre de la direction nationale du FOS
(Frente Obrero Socialista - Argentine)



La bulle immobilière aux Etats-Unis a « éclaté ».

Les mois de juin et juillet derniers, l'alerte a été donnée plusieurs fois sur les marchés financiers (fortes chutes sur plusieurs bourses asiatiques, situation très instable de l'importante banque française BNP Paribas). En août, une secousse financière internationale intense a eu son épicentre à Wall Street et s'est étendue au reste du monde.

Pour en amortir les effets et essayer de l'arrêter, la Banque Centrale Européenne et la Federal Reserve des Etats-Unis (la *Fed*), ainsi que les banques du Canada et du Japon, ont « déversé », en trois jours seulement, plus de 300 milliards de dollars sur les marchés financiers (et de nouveau un montant similaire peu de temps après), afin de freiner l'écroulement boursier et empêcher la faillite en chaîne des banques et d'autres organismes financiers.

Une semaine plus tard, la situation s'est tranquillisée, mais il n'est pas encore clair si cette tranquillité est passagère ou durable. Toutefois, ce « calme » actuel ne peut pas dissimuler les causes profondes qui ont été à l'origine de la tempête et qui, étant très loin d'être résolues, peuvent revenir « à la surface ».

Toute crise de l'économie capitaliste, ou sa possibilité, peut être analysée à différents niveaux. Le premier est celui des facteurs les plus structurels qui se trouvent derrière les crises cycliques du capitalisme, analysés par Marx dans *Le Capital*. Le second est celui des caractéristiques propres qui déterminent la configuration plus spécifique de chaque crise. Et en troisième lieu viennent les perspectives de la situation.

Partons de Marx

Dans *Le Capital*, son oeuvre la plus importante consacrée à l'étude de l'économie capitaliste, Marx analyse les caractéristiques fondamentales de celle-ci :

Le capitalisme se caractérise comme étant une économie productrice de *marchandises*, c'est-à-dire de *valeurs* destinées à être vendus sur le marché.

Dans la production de marchandises, il n'y a que la force de travail qui crée une nouvelle valeur. Les machines et les matières premières se limitent à restituer la valeur apportée.

C'est pourquoi, Marx classe l'investissement que les bourgeois effectuent en capital *variable* ou « v » (salaires pour l'achat de force de travail) et capital *constant* ou « c » (achat des autres facteurs).

Les capitalistes s'approprient une partie de la valeur produite par la force de travail, parce qu'ils payent seulement une fraction de cette valeur, à travers le salaire. Cette partie de la valeur appropriée, Marx l'appelle la *survaleur*.

La *survaleur* est produite dans la production et se réalise sur le marché, avec la vente des marchandises, étant ainsi *la base du profit des capitalistes* (augmentation du capital initial investi).

Les capitalistes mesurent le résultat de leur investissement à travers le *taux de profit*, c'est-à-dire, le pourcentage de croissance du capital après un circuit complet de production-vente.

La concurrence mène les capitalistes à investir de manière croissante dans des machines et de la technologie pour produire plus à moindre coût. C'est-à-dire, le capitaliste tend à augmenter la partie proportionnelle de capital constant et à diminuer celle du capital variable. Ces différentes relations entre c et v déterminent ce que Marx appelle la composition organique du capital.

La croissance proportionnelle du capital constant dans les investissements permet, dans une période initiale, une augmentation du taux de profit. Ces éléments (croissance des investissements et du taux de profit) sont les caractéristiques centrales de la *phase ascendante des cycles de l'économie capitaliste*.

Postérieurement, toutefois, le taux de profit commence à tomber, dans un processus que Marx étudie dans sa *Loi de la tendance décroissante du taux de profit*.

Quand le taux de profit descend, les capitalistes commencent à diminuer leurs investissements. Ainsi se produit le point d'inflexion qui entame la *phase descendante* des cycles économiques (ou crise cyclique). Les crises économiques sont donc inhérentes au système capitaliste, à la structure même de son fonctionnement.

En même temps, ces mêmes crises produisent des *mécanismes* pour dépasser, pour une période, les causes qui les provoquent : élimination de capitaux (fermeture d'entreprises) et pression à la baisse des salaires par le chômage, augmentant ainsi le taux de survaleur extraite des travailleurs.

Le capitalisme a produit en outre toute une autre série de *mécanismes pour éviter ou atténuer la chute du taux de profit* : centralisation du capital dans des entreprises de plus en plus grandes, exploitation d'autres pays, intervention de l'Etat, etc. Toutefois, la seule chose qui peut réellement soutenir le taux de profit à plus long terme est *l'augmentation de la survaleur absolue*, c'est-à-dire, une croissance des rythmes de production et de l'exploitation des travailleurs plus grande que celle de l'investissement de capital.

Un caractère de plus en plus spéculatif

Ces analyses de Marx continuent à être valables et sont indispensables pour la compréhension des causes structurelles de toute crise capitaliste. Toutefois, Marx a analysé le capitalisme de son époque, cen-

tré sur le capital industriel, autour duquel les autres secteurs (secteur agraire, banque, commerce, etc.) étaient ordonnés et auquel ceux-ci se soumettaient.

Postérieurement, comme partie de la tentative de dépasser la chute du taux de profit, il y a eu un processus déterminant : le surgissement du *capital financier*, suite à la fusion du capital bancaire et du capital industriel. Ce processus a été étudié par Lénine dans son oeuvre célèbre sur le début de la phase impérialiste (ou « supérieure ») du capitalisme. Pour Lénine, cette étape liquidait les caractéristiques économiques progressistes du capitalisme et accentuait toutes ses caractéristiques négatives et de décadence. Autrement dit, toute nouvelle croissance ou expansion économique apporterait inévitablement des souffrances plus grandes aux travailleurs et aux masses, et aurait son fondement dans ces souffrances.

Le capitalisme impérialiste décadent a, parmi ces processus négatifs, une tendance spéculative croissante. C'est-à-dire, il existe une masse de plus en plus grande de capitaux parasites (qui ne produisent pas de nouvelle valeur) déversées dans la spéculation et la recherche de profits rapides. Mais ces profits proviennent aussi, en dernier ressort, de la survaleur extraite dans la production.

En même temps, étant donné que le volume total de capital circulant augmente de manière permanente, il faut une masse de plus en plus grande de survaleur pour soutenir le taux moyen de profit. D'une part, ceci oblige le capitalisme impérialiste à accentuer de plus en plus les mécanismes d'extraction directe et indirecte de survaleur (exploitation des travailleurs, pillage de ressources naturelles des pays les plus faibles, recettes par l'encaissement des dettes externes, etc.). D'autre part, il y a un conflit encore plus féroce entre les différents secteurs bourgeois pour le destin final de cette survaleur.

Les « bulles »

En se concentrant sur un certain marché (valeurs boursières, immeubles, actions, etc.), ces capitaux sont à l'origine d'une « bulle » qui pousse artificiellement les prix vers le haut, au-delà de toute base réelle, ainsi que les profits obtenus. Bien que la « bulle » puisse agir comme un facteur qui dynamise d'autres branches, en même temps, l'économie dans son ensemble acquiert une friabilité et une volatilité

beaucoup plus grande, en étant basée, dans une grande mesure, sur cette « bulle ».

A un certain point, la « bulle » commence à se dégonfler. La « piqûre » apparaît suite à des facteurs spécifiques, comme les limites objectives de la croissance du secteur « gonflé ». Mais, en dernier ressort, ces facteurs immédiats reflètent les causes plus structurelles des crises périodiques capitalistes étudiés par Marx (la chute du taux de profit). D'autre part, l'épuisement de la bulle dans ce secteur va avoir un impact négatif sur le reste des branches de l'économie, ouvrant ainsi la possibilité d'une crise économique généralisée.

Tous les moyens de communication soulignent que le facteur déclencheur du tremblement financier récent a été la chute du marché immobilier aux Etats-Unis et dans d'autres pays impérialistes, c'est-à-dire, le dégonflement d'une grande bulle.

Etats-Unis : des problèmes économiques très profonds

Il est important de souligner que l'épicentre des problèmes actuels se trouve aux Etats-Unis eux-mêmes (l'économie la plus forte de la planète). Tant l'Etat que les entreprises et les consommateurs sont surendettés. C'est-à-dire, ils doivent plus d'argent que leur réelle capacité de paiement et, souvent, plus que la valeur réelle de leurs propriétés. Toute l'économie américaine des dernières vingt-cinq années s'est construite progressivement sur ce qu'on appelle les « déficits jumelés » (budget étatique et balance de commerce extérieur), qui ont crû jusqu'à des montants inimaginables.

C'est pourquoi, pour fonctionner normalement, l'économie américaine a besoin d'une entrée depuis l'extérieur de **3 milliards de dollars par jour** en moyenne, sous forme de prêts, d'investissements directs, d'achat de bons du trésor, de remises de profits et de royalties de filiales à l'étranger, etc. Si cette recette s'arrêtait, l'économie commencerait à dégringoler. C'est pourquoi, à travers différents mécanismes, les Etats-Unis agissent comme un « aspirateur » de toute une partie de la survalueur extraite dans d'autres régions du monde.

Le tandem Etats-Unis - Chine

En ce sens, il est très intéressant d'analyser comment s'est mis à fonctionner, durant les dernières années, le tandem Etats-Unis - Chine comme locomotive de la croissance économique mondiale.

Les entreprises américaines ont réalisé des investissements gigantesques en Chine, destinés principalement à la production industrielle qui est passée de produits simples (électroménagers et textiles) à d'autres de plus en plus complexes, comme les automobiles et les machines. Ils profitent donc du fait que le régime dictatorial chinois garantit un des salaires les plus faibles de la planète (50 dollars par mois) pour extraire une gigantesque masse de survaleur absolue.

La Chine exporte ces produits à tout le monde, spécialement aux Etats-Unis eux-mêmes (ce qui est une des causes de l'augmentation constante du déficit de commerce extérieur de ces derniers). Une grande partie des profits obtenus retournent aux Etats-Unis, principalement pour acheter des bons du Trésor. Actuellement, la Chine apparaît comme le principal possesseur de ces bons (avec le chiffre incroyable de 900 milliards de dollars), ayant déplacé largement le Japon de la première place. De cette manière, le déficit étatique yankee se finance et le circuit économique des Etats-Unis se ré-alimente.

Toutefois, il ne faut pas se méprendre : les Etats-Unis et la Chine ne sont pas sur un pied d'égalité. Les Etats-Unis sont le plus grand pays impérialiste de la planète et la Chine est devenue leur plus grande semi-colonie.

D'autre part, la croissance économique chinoise (ainsi que celle de l'Inde) exige des quantités de plus en plus grandes de matières premières, ce qui soutient de bons prix sur le marché pour les aliments, le pétrole et les minéraux. De cette manière, d'autres pays (comme l'Argentine, le Venezuela et le Brésil) ont profité aussi, de manière secondaire et dépendante, de ce cycle de croissance économique.

La genèse de la situation actuelle

Dans ce cadre, nous pouvons dire que le tremblement financier récent représente un « second épisode » de la crise que l'impérialisme est parvenu à freiner dans les années 2000-2001. En même temps, il

est la manifestation des conséquences des politiques que le gouvernement américain a mis en oeuvre pour freiner cette crise.

En mars 2000 s'est dégonflé une bulle spéculative sur les marchés de valeurs des Etats-Unis, en mettant fin aux théories de la « nouvelle économie » basée sur les entreprises informatique et Internet (les « point-com »). On se rappelle encore les scandales mémorables des faillites d'Enron et de Worldcom. De cette façon a commencé un processus récessif dans le pays, mais qui a rapidement pu être inversé par l'impérialisme.

En ce moment, le gouvernement Bush a adopté deux mesures principales. La première a été l'augmentation du budget militaire et des investissements en technologie et production de guerre. Bien que cette politique, une des raisons du lancement de la "guerre contre la terreur", augmente encore plus le déficit budgétaire, en même temps, elle dynamisait l'économie à travers l'impulsion donnée au puissant complexe militaire-industriel américain.

Avec ceci, la *Federal Reserve* a réduit son taux d'intérêt interbancaire (référence de base pour toutes les opérations de crédit) de 6,25 à 1% annuel, entre 2001 et 2003. Ceci a produit une cataracte de crédits très bon-marché sur le marché, pour promouvoir la consommation.

Ces mesures, ajoutées au fonctionnement « en tandem » avec la Chine, ont permis d'inverser la récession. Depuis la fin 2002, l'économie mondiale a commencé à croître à des taux très supérieurs à ceux des années précédentes, une dynamique qui s'est maintenue jusqu'à présent (le *World Economic Outlook* du FMI avait prévu une croissance de l'économie mondiale de 5,2 % pour 2007).

La bulle immobilière...

Ce train lancé à haute vitesse courait sur des voies très mal affermiées et avec un haut risque de déraillement, étant donné qu'une de ses bases était la bulle existante sur le marché immobilier et de la construction, des Etats-Unis et d'autres pays. Selon l'économiste Joseph Stiglitz : « *Environ 80 % de l'augmentation de l'emploi et presque les deux tiers de l'accroissement du PIB des Etats-Unis, durant les dernières années, a son origine directement ou indirectement dans le secteur immobilier* ».

Les banques poussaient les familles et les entreprises à prendre des crédits hypothécaires bon-marché pour acheter des immeubles ou hypothéquer leur maison et utiliser cet argent pour d'autres consommations. La construction a connu un saut impressionnant et les prix des immeubles sont montés en flèche. Initialement, ceci facilitait le renouvellement des crédits et, à la fois, attirait de nouveaux capitaux au secteur.

...a éclaté

Mais toute bulle spéculative a une limite inhérente : les nouveaux immeubles construits ne trouvaient déjà pas d'acheteurs. On estime qu'en 2006, la vente d'immeubles aux Etats-Unis a chuté de 30 %, ce qui est confirmé par un agent immobilier de Miami : « *Il y a une grande quantité d'appartements en vente depuis l'année passée. Mais je n'ai vu personne qui est venu jeter un coup d'œil pour acheter.* » En toute logique, le prix des immeubles a donc commencé à baisser, de 10 % en une seule année. Cela signifie que si quelqu'un vient d'acheter une maison à 100 mille euros (et a demandé un crédit pour ce montant), il a maintenant un bien qui ne vaut que 90 mille... même s'il continue à avoir une dette de 100 mille.

Pour alimenter le marché, les banques ont commencé à accorder des prêts à des familles dont elles savaient qu'elles ne pouvaient pas payer, ou qu'elles auraient beaucoup de difficultés à le faire. C'est ce qui a donné lieu à ce qu'on appelle les « crédits *subprime* » (de 'seconde catégorie', bien plus chers, pour des clients peu solvants) qui ont commencé à être commercialisés comme bons de caisse, par les banques ou par leurs intermédiaires comme la compagnie immobilière Countrywide. Les premiers touchés par la crise sont ces banques et compagnies.

En même temps, depuis 2005, le Fed a augmenté progressivement le taux de référence interbancaire, jusqu'à 5,25 %, augmentant ainsi les intérêts à payer pour les crédits hypothécaires, qui sont à « taux variable », et de cette façon la difficulté de beaucoup de familles pour les payer. Finalement, les impôts immobiliers augmentent aussi, ce qui induit beaucoup de familles et d'entreprises à essayer de vendre. Sur un marché de plus en plus saturé, cela donne lieu à une chute des prix encore plus grande. C'est-à-dire qu'on a un cercle vicieux.

Le dégonflement de la bulle immobilière se prolonge maintenant depuis au moins une année. Toutefois, comme l'a dénoncé l'économiste Paul Krugman, les entreprises et les banques impliquées dans le secteur se sont mis à « maquiller » leurs registres de l'état de paiement de crédits et de l'estimation de la valeur des immeubles, au meilleur style de la « comptabilité créative » (inventée, il y a quelques années, par Enron et Worldcom pour retarder leur chute inévitable). Mais la « créativité » ne peut pas dissimuler la réalité : une importante banque d'investissements, Bear Stearns, vient de suspendre son fonds de prêts hypothécaires, à cause des pertes subies.

Cette impossibilité de payer les crédits hypothécaires aura d'importantes conséquences sociales directes. La Conférence de Maires des Etats-Unis a signalé, dans une lettre récente dirigée à la Federal Reserve, qu'« *environ deux millions de familles étasuniennes pourraient voir leurs maisons en danger d'adjudication publique dans les prochains mois* ».

Dans une autre manifestation du tremblement financier mondial, la banque française BNP Paribas a copié pendant une période le « *corralito* » argentin - une mesure mise en oeuvre en 2001 par l'ancien ministre d'économie de ce pays, Domingo Cavallo et qui limite les retraits du compte bancaire à une petite somme fixe, une expropriation virtuelle des économies de leurs titulaires - bien qu'à présent la situation soit « régularisée » grâce aux fonds reçus du gouvernement français.

Les perspectives

Les perspectives qui s'ouvrent dorénavant sont le plus difficile à analyser avec certitude. Le « calme » des marchés financiers, obtenu par les gouvernements impérialistes au coût de gigantesques quantités de dollars, pourra-t-il être soutenu dans le futur, même s'il est nécessaire « d'injecter » davantage d'argent ? Ou, au contraire, est-il seulement passager et annonce-t-il un nouveau crack financier mondial et un nouveau cycle descendant de l'économie ?

La première perspective a été formulée par le secrétaire du Trésor du gouvernement de George W Bush, Henry M. Paulson : « *Les marchés sont résistants. Ils peuvent absorber ces pertes. Nous sommes passés par des temps difficiles dans le passé et nous ferons face au dé-*

fi. » Évidemment, lui, il parle depuis la position de celui qui peut destiner des centaines de milliards de dollars à cet objectif, provenant des impôts payés par le peuple américain et du pillage de beaucoup d'autres peuples du monde, et qui est disposé à le faire. Ce « nous » mérite une explication : dans son passé récent, Paulson a été le principal exécutif du colosse financier d'investissements Goldman-Sachs. Autrement dit : « *nous ferons tout le nécessaire pour nous sauver* ».

La seconde perspective, un nouveau crash financier mondial et le début d'un cycle récessif profond, est à l'ordre du jour non seulement du fait des contradictions structurelles du capitalisme, mais aussi du fait de l'aggravation de ces contradictions et des déformations profondes que le système économique mondial développe de manière croissante. Ce qui est impossible à prédire sérieusement, c'est si nous assistons aux premières manifestations de ces contradictions ou si, au contraire, l'impérialisme obtiendra, avec des montagnes d'argent, de les retarder un peu.

Il s'ouvre ainsi une troisième hypothèse : qu'à travers les « injections », l'impérialisme parvienne à retarder la crise mais ne parvienne pas à maintenir la dynamique de forte croissance économique mondiale des dernières années. Dans ce cas, la phase ascendante de la « montagne russe » serait freinée mais, au lieu d'une chute abrupte, nous aurions un « plateau lisse » de bas niveau. C'est ce qui est arrivé, par exemple, au Japon, dans les années 90, pendant plusieurs années : l'économie a crû à des taux très faibles (entre 1 et 1,5 %) mais sans tomber dans une récession ouverte et profonde.

Finalement, il pourrait y avoir une combinaison de la seconde et la troisième hypothèse : que le « plateau » se maintienne pendant un temps relativement court (une année ou un peu plus) pour aboutir finalement dans une crise et une chute ouvertes.

Dans chacun des cas, une chose s'avère totalement claire : l'impérialisme et les gouvernements, tant ceux des pays centraux que leurs laquais dans les pays plus faibles, essayeront de décharger le poids de la crise, ou le coût nécessaire pour la retarder (environ 600 milliards de dollars pour le moment, sûrement plus dans le futur), sur les dos les travailleurs et des peuples du monde entier.

Ici intervient un facteur central pour définir toute perspective économique et les possibilités du capitalisme impérialiste de retarder la

crise : la lutte de classes. Sur ce terrain, la situation ne paraît pas de très bon augure pour l'impérialisme. La guerre en Iraq, au lieu de lui assurer le contrôle du pétrole de ce pays, s'est transformée en un bourbier qui lui exige toujours plus de soldats et d'argent. La résistance des masses latino-américaines au pillage et à l'exploitation se maintient de manière constante. Les luttes des travailleurs européens contre les attaques de leurs gouvernements augmentent. Aux Etats-Unis eux-mêmes, le gouvernement de Bush voit son pouvoir de plus en plus affaibli, comme un boomerang de la situation en Iraq. En même temps, les mobilisations des travailleurs immigrants peuvent annoncer une lutte plus générale de la très puissante classe ouvrière américaine.

Tout ceci arrive, sans qu'il y ait crise économique, plutôt dans une période de forte croissance de l'économie mondiale. Il est très possible, alors, que les attaques que le capitalisme impérialiste déchargera sur les travailleurs et les peuples, ajoutent de l'eau au moulin de ces luttes, à un moment où l'impérialisme présente plusieurs flancs faibles.

Comme disait le vieux Marx, les capitalistes essayent de sortir de leurs crises en augmentant l'exploitation des travailleurs, c'est-à-dire, en augmentant l'extraction de survaleur absolue. Pour nous, cela signifie qu'ils le font sur notre sang et notre sueur. Il faut donc se préparer à des luttes très dures.



La Révolution russe

Léon Trotsky

Le 27 novembre 1932, Trotsky a répondu à une invitation de l'Association de Copenhague des étudiants sociaux-démocrates (Danemark) pour parler de la Révolution russe. Nous sautons une partie de l'introduction, dans laquelle il fait référence à un séjour antérieur dans cette ville - lors d'un Congrès socialiste international d'avant la Première Guerre - et rappelle que « *La guerre a brisé la colonne vertébrale du vieux continent européen. Les fleuves et les mers de l'Europe ont charrié avec eux beaucoup de sang humain. L'humanité, en particulier sa partie européenne, est passée à travers de dures épreuves, elle est devenue plus sombre et plus rude. Toutes les formes de lutte sont devenues plus âpres. Le monde est entré dans une époque de grands changements. Ses extériorisations extrêmes sont la guerre et la révolution.* »



Avant de passer au thème de ma conférence --à la Révolution russe-- j'estime devoir exprimer mes remerciements aux organisateurs de la réunion, l'Association de Copenhague des étudiants sociaux-démocrates. Je le fais en tant qu'adversaire politique. Il est vrai que ma conférence poursuit des tâches scientifiques-historiques et non des tâches politiques. Je le souligne aussitôt dès le début. Mais il est impossible de parler d'une révolution d'où est sortie la République des Soviets sans occuper une position politique. En ma qualité de conférencier, mon drapeau reste le même que celui sous lequel j'ai participé aux événements révolutionnaires.

Jusqu'à la guerre, le parti bolchevik appartient à la social-démocratie internationale. Le 4 août 1914, le vote de la social-démocratie allemande en faveur des crédits de guerre a mis une fois pour toutes une fin à ce lien et a conduit à l'ère de la lutte incessante et intransigeante du bolchevisme contre la social-démocratie. Cela doit-il signifier que les organisateurs de cette réunion commirent une erreur en m'invitant comme conférencier ? Là-dessus, l'auditoire sera en état de juger seulement après ma conférence. Pour justifier mon acceptation de l'invitation aimable à faire un exposé sur la Révolution russe, je me permets de rappeler que pendant les 35 années de ma vie politique, le thème de la Révolution russe constitua l'axe pratique et théorique de mes préoccupations et de mes actions. Peut-être cela me donne-t-il un certain droit d'espérer que je réussirai à aider non seulement mes amis et sympathisants mais aussi des adversaires, du moins en partie, à mieux saisir maints traits de la Révolution qui jusqu'à aujourd'hui échappaient à leur attention. Toutefois, le but de ma conférence est d'aider à comprendre. Je ne me propose pas ici de propager la Révolution ni d'appeler à la Révolution, je veux l'expliquer [...].

La Révolution signifie un changement de régime social. Elle transmet le pouvoir des mains d'une classe qui s'est épuisée entre les mains d'une autre classe en ascension. L'insurrection constitue le moment le plus critique et le plus aigu dans la lutte des deux classes pour le pouvoir. Le soulèvement ne peut mener à la victoire réelle de la révolution et à l'érection d'un nouveau régime que dans le cas où il s'appuie sur une classe progressive qui est capable de rassembler autour d'elle la majorité écrasante du peuple.

A la différence des processus de la nature, la Révolution est réalisée par des hommes et à travers des hommes. Mais dans la Révolution aussi, les hommes agissent sous l'influence des conditions sociales qui ne sont pas librement choisies par eux, mais qui sont héritées du passé et qui leur montrent impérieusement la voie. C'est précisément à cause de cela, et rien qu'à cause de cela que la Révolution a ses propres lois.

Mais la conscience humaine ne reflète pas passivement les conditions objectives. Elle a l'habitude de réagir activement sur celles-ci. A certains moments, cette réaction acquiert un caractère de masse, tendu, passionné. Les barrières du droit et du pouvoir sont renversées. Précisément, l'intervention active des masses dans les événements constitue l'élément le plus essentiel de la révolution.

Mais même l'activité la plus fougueuse peut rester au niveau d'une démonstration, d'une rébellion, sans s'élever à la hauteur de la révolution. Le soulèvement des masses doit mener au renversement de la domination d'une classe et à l'établissement de la domination d'une autre. C'est alors seulement que nous avons une révolution achevée. Le soulèvement des masses n'est pas une entreprise isolée que l'on peut déclencher à son gré. Il représente un élément objectivement conditionné dans le développement de la société. Mais les conditions du soulèvement existent-elles, on ne doit pas attendre passivement, la bouche ouverte : dans les affaires humaines aussi ; il y a comme le dit Shakespeare, des flux et des reflux : "*There is a tide in the affairs of men which, taken at the flood, leads on to fortune*".

Pour balayer le régime qui se survit, la classe progressive doit comprendre que son heure a sonné, et se poser pour tâche la conquête du pouvoir. Ici s'ouvre le champ de l'action révolutionnaire consciente où la prévoyance et le calcul s'unissent à la volonté et la hardiesse. Autrement dit : ici s'ouvre le champ d'action du parti.

Le coup d'Etat

Le parti révolutionnaire unit en lui le meilleur de la classe progressive. Sans un parti capable de s'orienter dans les circonstances, d'apprécier la marche et le rythme des événements et de conquérir à temps la confiance des masses, la victoire de la révolution prolétarienne est

impossible. Tel est le rapport des facteurs objectifs et des facteurs subjectifs de la révolution et de l'insurrection.

Comme vous le savez, dans des discussions, les adversaires --en particulier dans la théologie--, ont l'habitude de discréditer fréquemment la vérité scientifique en la poussant à l'absurde. Cette vérité s'appelle même en logique : réduction ad absurdum. Nous allons tenter de suivre la voie opposée : c'est-à-dire que nous prendrons comme point de départ une absurdité afin de nous rapprocher plus sûrement de la vérité. En tout cas, on ne peut se plaindre d'un manque d'absurdités. Prenons-en une des plus fraîches et des plus crues.

L'écrivain italien Malaparte, quelque chose comme un théoricien fasciste --il en existe aussi-- a récemment lancé un livre sur la technique du coup d'Etat ; l'auteur consacre bien entendu un nombre de pages non négligeables de son "investigation" à l'insurrection d'Octobre.

A la différence de la "stratégie" de Lénine qui reste liée aux rapports sociaux et politiques de la Russie de 1917, "la tactique de Trotsky n'est --selon les termes de Malaparte-- au contraire nullement liée aux conditions générales du pays". Telle est l'idée principale de l'ouvrage ! Malaparte oblige Lénine et Trotsky, dans les pages de son livre, à conduire de nombreux dialogues, dans lesquels les interlocuteurs font tous les deux montre d'aussi peu de profondeur d'esprit que la nature en a mis à la disposition du Malaparte. Aux objections de Lénine sur les prémisses sociales et politiques de l'insurrection, Malaparte attribue à Trotsky soi-disant la réponse littéraire suivante : "Votre stratégie exige beaucoup trop de conditions favorables ; l'insurrection n'a besoin de rien, elle se suffit à elle-même". Vous entendez ? "L'insurrection n'a besoin de rien". Telle est précisément, chers auditeurs, l'absurdité qui doit nous servir à nous rapprocher de la vérité. L'auteur répète avec persistance qu'en octobre ce n'est pas la stratégie de Lénine mais la tactique de Trotsky qui a triomphé. Cette tactique menace, selon ses propres termes, encore maintenant, la tranquillité des Etats européens. "La stratégie de Lénine, --je cite textuellement-- ne constitue aucun danger immédiat pour les gouvernements de l'Europe. La tactique de Trotsky constitue pour eux un danger actuel et par conséquent permanent". Plus concrètement : "Mettez Poincaré à la place de Kérénsky et le coup d'Etat bolchevik d'octobre 1917 eut tout aussi bien réussi". Il

est difficile de croire qu'un tel livre soit traduit en diverses langues et accueilli sérieusement.

En vain chercherions-nous à approfondir pourquoi en général la stratégie de Lénine dépendant de conditions historiques est nécessaire, si la "tactique de Trotsky" permet de résoudre la même tâche dans toutes les situations. Et pourquoi les révolutions victorieuses sont-elles si rares si, pour leur réussite, il ne suffit que d'une paire de recettes techniques ?

Le dialogue entre Lénine et Trotsky présenté par l'écrivain fasciste est dans l'esprit comme dans la forme une invention inepte du commencement jusqu'à la fin. De telles inventions circulent beaucoup dans le monde. Par exemple maintenant à Madrid un livre est imprimé sous mon nom : *La vida de Lenin (La vie de Lénine)* pour lequel je suis aussi peu responsable que pour les recettes tactiques de Malaparte. L'hebdomadaire de Madrid *Estampa* présenta de ce soi-disant livre de Trotsky sur Lénine en bonnes feuilles des chapitres entiers qui contiennent des outrages abominables contre la mémoire de l'homme que j'estimais et que j'estime incomparablement plus que quiconque parmi mes contemporains.

Mais abandonnons les faussaires à leur sort. Le vieux Wilhelm Liebknecht, le père du combattant et héros immortel Karl Liebknecht, aimait répéter : l'homme politique révolutionnaire doit être pourvu d'une peau épaisse. Le docteur Stockmann⁷ recommandait encore plus expressivement à celui qui se propose d'aller à l'encontre de l'opinion sociale de ne pas mettre de pantalons neufs.

Nous enregistrons ces deux bons conseils, et nous passons à l'ordre du jour.

Quelles questions la Révolution d'octobre éveille-t-elle chez un homme qui réfléchit ?

1. Pourquoi et comment cette révolution a-t-elle abouti ? Plus concrètement : pourquoi la révolution prolétarienne a-t-elle triomphé dans un des pays les plus arriérés d'Europe ?
2. Qu'a apporté la Révolution d'Octobre ?
3. Et enfin : A-t-elle fait ses preuves ?

⁷ Personnage de la pièce d'Henrik Ibsen, *l'Ennemi du peuple*.

Les causes d'Octobre

A la première question --sur les causes-- on peut déjà maintenant répondre d'une façon plus ou moins complète. J'ai tenté de le faire le plus explicitement dans mon *Histoire de la Révolution*. Ici je ne puis que formuler les conclusions les plus importantes.

Le fait que le prolétariat soit arrivé au pouvoir pour la première fois dans un pays aussi arriéré que l'ancienne Russie tsariste n'apparaît mystérieux qu'à première vue ; en réalité cela est tout à fait logique. On pouvait le prévoir et on l'a prévu. Plus encore : sur la perspective de ce fait, les révolutionnaires marxistes édifièrent leur stratégie long-temps avant les événements décisifs.

L'explication première est la plus générale : la Russie est un pays arriéré mais elle n'est seulement qu'une partie de l'économie mondiale, qu'un élément du système capitaliste mondial. En ce sens, Lénine a résolu l'énigme de la révolution russe par la formule lapidaire : la chaîne est rompue à son maillon le plus faible.

Une illustration nette : la grande guerre, issue des contradictions de l'impérialisme mondial, entraîna dans son tourbillon des pays qui se trouvaient à des étapes différentes de développement, mais elle posa les mêmes exigences à tous les participants. Il est clair que les charges de la guerre devaient être particulièrement insupportables pour les pays les plus arriérés. La Russie fut la première contrainte à céder le terrain. Mais pour se détacher de la guerre, le peuple russe devait abattre les classes dirigeantes. Ainsi la chaîne de la guerre se rompit à son plus faible chaînon.

Mais la guerre n'est pas une catastrophe venue du dehors comme un tremblement de terre, c'est, pour parler avec le vieux Clausewitz, la continuation de la politique par d'autres moyens.

Pendant la guerre, les tendances principales du système impérialiste du temps de "paix" ne firent que s'extérioriser plus crûment. Plus hautes sont les forces productives générales, plus tendue la concurrence mondiale, plus aigus les antagonismes, plus effrénée la course aux armements, et d'autant plus pénible est la situation pour les participants les plus faibles. C'est précisément pourquoi les pays arriérés occupent les premières places dans la série des écroulements. La chaîne du capi-

talisme mondial a toujours tendance à se rompre au chaînon le plus faible.

Si, à la suite de quelques conditions extraordinaires ou extraordinairement défavorables (par exemple une intervention militaire victorieuse de l'extérieur ou des fautes irréparables du gouvernement soviétique lui même) le capitalisme russe était rétabli sur l'immense territoire soviétique en même temps que lui serait aussi inévitablement rétablie son insuffisance historique et lui même, serait bientôt à nouveau la victime des mêmes contradictions qui le conduisirent en 1917 à l'explosion. Aucune recette tactique n'aurait pu donner la vie à la Révolution d'Octobre si la Russie ne l'avait portée dans son corps. Le parti révolutionnaire ne peut finalement prétendre pour lui qu'au rôle d'accoucheur qui est obligé d'avoir recours à une opération césarienne.

On pourrait m'objecter : vos considérations générales peuvent suffisamment expliquer pourquoi la vieille Russie, ce pays où le capitalisme arriéré auprès d'une paysannerie misérable était couronné par une noblesse parasitaire et une monarchie putréfiée, devait faire naufrage. Mais dans l'image de la chaîne et du plus faible maillon il manque toujours encore la clé de l'énigme proprement dite : comment dans un pays arriéré, la révolution socialiste pouvait-elle triompher ? Mais l'histoire connaît beaucoup d'exemples de décadence de pays et de cultures avec l'écroulement simultané des vieilles classes pour qu'il ne se soit trouvé aucune relève progressive. L'écroulement de la vieille Russie aurait dû à première vue transformer le pays en une colonie capitaliste plutôt qu'en un Etat socialiste.

Cette objection est très intéressante. Elle nous mène directement au cœur de tout le problème. Et cependant cette objection est vicieuse, je dirais dépourvue de proportion interne. D'une part elle provient d'une conception exagérée en ce qui concerne le retard de la Russie, d'autre part d'une fausse conception théorique en ce qui concerne le phénomène du retard historique en général.

Les êtres vivants, entre autres, les hommes naturellement aussi, traversent suivant leur âge des stades de développement semblables. Chez un enfant normal de 5 ans, on trouve une certaine correspondance entre le poids, le tour de taille et les organes internes. Mais il en est déjà autrement avec la conscience humaine. En opposition avec l'anatomie et la physiologie la psychologie, celle de l'individu

comme celle de la collectivité, se distingue par l'extraordinaire capacité d'assimilation, la souplesse et l'élasticité : en cela même consiste aussi l'avantage aristocratique de l'homme sur sa parenté zoologique la plus proche de l'espèce des singes. La conscience, susceptible d'assimiler et souple, confère comme condition nécessaire du progrès historique aux "organismes" dits sociaux, à la différence des organismes réels, c'est-à-dire biologiques, une extraordinaire variabilité de la structure interne. Dans le développement des nations et des Etats, des Etats capitalistes en particulier, il n'y a ni similitude ni uniformité. Différents degrés de culture, même leurs pôles se rapprochent et se combinent assez souvent dans la vie d'un seul et même pays.

N'oublions pas, chers auditeurs, que le retard historique est une notion relative. S'il y a des pays arriérés et avancés, il y a aussi une action réciproque entre eux ; il y a la pression des pays avancés sur les retardataires ; il y a la nécessité pour les pays arriérés de rejoindre les pays progressistes, de leur emprunter la technique, la science, etc. Ainsi surgit un *type combiné du développement* : des traits de retard s'accouplent au dernier mot de la technique mondiale et de la pensée mondiale. Enfin, les pays historiquement arriérés, pour surmonter leur retard, sont parfois contraints de dépasser les autres.

La souplesse de la conscience collective donne la possibilité d'atteindre dans certaines conditions sur l'arène sociale le résultat que l'on appelle dans la psychologie individuelle, la "compensation". Dans ce sens, on peut dire que la Révolution d'Octobre fut pour les peuples de la Russie un moyen héroïque de surmonter leur propre infériorité économique et culturelle.

Mais passons sur ces généralisations historico-politiques, peut-être quelque peu trop abstraites, pour poser la même question sous une forme plus concrète, c'est-à-dire à travers les faits économiques vivants. Le retard de la Russie au 20^{ème} siècle s'exprime le plus clairement ainsi : l'industrie occupe dans le pays une place minime en comparaison du village, le prolétariat en comparaison de la paysannerie. Dans l'ensemble, cela signifie une basse productivité du travail national. Il suffit de dire qu'à la veille de la guerre, lorsque la Russie tsariste avait atteint le sommet de sa prospérité, le revenu national était 8 à 10 fois plus bas qu'aux Etats-Unis. Cela exprime numériquement

"l'amplitude" du retard, si l'on peut en général se servir du mot amplitude en ce qui concerne le retard.

En même temps la loi du développement combiné s'exprime dans le domaine économique à chaque pas dans les phénomènes simples comme dans les phénomènes complexes. Presque sans routes nationales, la Russie se vit obligée de construire des chemins de fer. Sans être passée par l'artisanat européen et la manufacture, la Russie passa directement aux entreprises mécaniques. Sauter les étapes intermédiaires, tel est le sort des pays arriérés.

Tandis que l'économie paysanne restait fréquemment au niveau du XVIIe siècle, l'industrie de la Russie, si ce n'est par sa capacité du moins par son type, se trouvait au niveau des pays avancés et dépassait ceux-ci sous maints rapports. Il suffit de dire que les entreprises géantes avec plus de mille ouvriers occupaient aux Etats-Unis moins de 18% du total des ouvriers industriels, et par contre en Russie plus de 41%. Ce fait se laisse mal concilier avec la conception banale du retard économique de la Russie. Toutefois, il ne contredit pas le retard, il complète dialectiquement celui-ci.

La structure de classe du pays portait aussi le même caractère contradictoire. Le capital financier de l'Europe industrialisa l'économie russe à un rythme accéléré. La bourgeoisie industrielle acquit aussitôt un caractère de grand capitalisme, ennemi du peuple. De plus, les actionnaires étrangers vivaient hors du pays. Par contre, les ouvriers, étaient bien entendu des Russes. Une bourgeoisie russe numériquement faible qui n'avait aucune racine nationale se trouvait de cette manière opposée à un prolétariat relativement fort avec de fortes et profondes racines dans le peuple.

Au caractère révolutionnaire du prolétariat contribua le fait que la Russie, précisément comme pays arriéré obligé de rejoindre les adversaires, n'était pas arrivée à élaborer un conservatisme social ou politique propre. Comme pays le plus conservateur de l'Europe, même du monde entier, le plus ancien pays capitaliste, l'Angleterre me donne raison. Le pays d'Europe le plus libéré du conservatisme pouvait bien être la Russie.

Le prolétariat russe, jeune, frais, résolu, ne constituait cependant toujours qu'une minorité infime de la nation. Les réserves de sa puissance révolutionnaire se trouvaient en dehors du prolétariat même

dans la paysannerie, vivant dans un semi-servage, et dans les nationalités opprimées.

La paysannerie

La question agraire constituait la base de la révolution. L'ancien servage étatique-monarchique était doublement insupportable dans les conditions de la nouvelle exploitation capitaliste. La communauté agraire occupait environ 140 millions d'hectares. A trente milles gros propriétaires fonciers dont chacun possédait en moyenne plus de 2000 hectares revenaient un total de 70 millions d'hectares, c'est-à-dire autant qu'à environ 10 millions de familles paysannes, ou 50 millions d'êtres formant la population agraire. *Cette statistique de la terre constituait un programme achevé du soulèvement paysan.*

Un noble, Boborkin, écrivit en 1917 au Chambellan Rodzianko, le président de la dernière Douma d'Etat: "*Je suis un propriétaire foncier et il ne me vient pas à l'idée que je doive perdre ma terre, et encore pour un but incroyable, pour expérimenter l'enseignement socialiste*". Mais les révolutions ont précisément pour tâche d'accomplir ce qui ne pénètre pas dans les classes dominantes.

A l'automne 1917, presque tout le pays était atteint par le soulèvement paysan. Sur 621 districts de la vieille Russie, 482, c'est-à-dire 77% étaient touchés par le mouvement. Le reflet de l'incendie du village illuminait l'arène du soulèvement dans les villes.

Mais la guerre paysanne contre les propriétaires fonciers, allez-vous m'objecter, est un des éléments classiques de la révolution bourgeoise et pas du tout de la révolution prolétarienne !

Je réponds tout à fait juste, il en fut ainsi dans le passé ! Mais c'est précisément l'impuissance de vie de la société capitaliste dans un pays historiquement arriéré qui s'exprime en cela même, que le soulèvement paysan ne pousse pas en avant les classes bourgeoises de la Russie, mais au contraire les rejette définitivement dans le camp de la réaction. Si la paysannerie ne voulait pas sombrer, il ne lui restait rien d'autre que l'alliance avec le prolétariat industriel. Cette jonction révolutionnaire des deux classes opprimées, Lénine la prévint génialement, et la prépara de longue main.

Si la question agraire avait été résolue courageusement par la bourgeoisie, alors, assurément le prolétariat russe n'aurait nullement pu ar-

river au pouvoir en 1917. Venue trop tard, tombée précocement en décrépitude, la bourgeoisie russe, cupide et lâche, n'osa cependant pas lever la main contre la propriété féodale. Ainsi, elle remit le pouvoir au prolétariat, et en même temps le droit de disposer du sort de la société bourgeoise.

Afin que l'Etat soviétique se réalise, l'action combinée de deux facteurs de nature historique différente était par conséquent nécessaire : la guerre paysanne, c'est-à-dire un mouvement qui est caractéristique de l'aurore du développement bourgeois, et le soulèvement prolétarien qui annonce le déclin du mouvement bourgeois. En cela même réside le caractère combiné de la Révolution russe.

Qu'il se dresse une fois sur ses pattes de derrière, et l'ours paysan devient redoutable dans son emportement. Cependant il n'est pas en état de donner à son indignation une expression consciente. Il a besoin d'un dirigeant. Pour la première fois dans l'histoire du monde la paysannerie insurgée a trouvé dans la personne du prolétariat un dirigeant loyal.

4 millions d'ouvriers de l'industrie et des transports dirigent 100 millions de paysans. Tel fut le rapport naturel et inévitable entre le prolétariat et la paysannerie dans la révolution.

La question nationale

La seconde réserve révolutionnaire du prolétariat était constituée par les nations opprimées d'ailleurs à composition paysanne prédominante également. Le caractère extensif du développement de l'Etat qui s'étend comme une tâche de graisse du centre moscovite jusqu'à la périphérie est étroitement lié au retard historique du pays. A l'est, il subordonne les populations encore plus arriérées pour mieux étouffer, en s'appuyant sur elles, les nationalités plus développées de l'ouest. Aux 10 millions de grands-russes qui constituaient la masse principale de la population, s'adjoignaient successivement 90 millions d'"allogènes".

Ainsi se composait l'empire dans la composition duquel la nation dominante ne constituait que 43% de la population, tandis que les autres 57% relevaient de nationalité, de culture et de régime différents. La pression nationale était en Russie incomparablement plus brutale que dans les Etats voisins, et à vrai dire non seulement de ceux qui étaient de l'autre côté de la frontière occidentale, mais aussi de la fron-

tière orientale. Cela conférait au problème national une force explosive énorme.

La bourgeoisie libérale russe ne voulait, ni dans la question nationale, ni dans la question agraire, aller au-delà de certaines atténuations du régime d'oppression et de violence. Les gouvernements "démocratiques" de Milioukov et de Kérénsky qui reflétaient les intérêts de la bourgeoisie et de la bureaucratie grand-russe se hâtèrent au cours des huit mois de leur existence précisément de le faire comprendre aux nations mécontentes : vous n'obtiendrez que ce que vous arracherez par la force.

Lénine avait très tôt pris en considération l'inévitabilité du développement du mouvement national centrifuge. Le parti bolchevik lutta durant des années opiniâtement pour le droit d'autodétermination des nations, c'est-à-dire pour le droit à la complète séparation étatique. Ce n'est que par cette courageuse position dans la question nationale que le prolétariat russe put gagner peu à peu la confiance des populations opprimées. Le mouvement de libération nationale, comme aussi le mouvement paysan se tournèrent forcément contre la démocratie officielle, fortifièrent le prolétariat, et se jetèrent dans le lit de l'insurrection d'Octobre.

La révolution permanente

Ainsi se dévoile peu à peu devant nous l'énigme de l'insurrection prolétarienne dans un pays historiquement arriéré.

Longtemps avant les événements, les révolutionnaires marxistes ont prévu la marche de la révolution et le rôle historique du jeune prolétariat russe. Peut-être me permettra-t-on de donner ici un extrait de mon propre ouvrage sur l'année 1905 : Bilan et Perspectives

"Dans un pays économiquement plus arriéré, le prolétariat peut arriver plus tôt au pouvoir que dans un pays capitaliste progressif...

La révolution russe crée... de telles conditions dans lesquelles le pouvoir peut passer (avec la victoire de la révolution, doit passer) au prolétariat même avant que la politique du libéralisme bourgeois ait eu la possibilité de déployer dans toute son ampleur son génie étatique.

Le sort des intérêts révolutionnaires les plus élémentaires de la paysannerie... se noue au sort de la révolution, c'est-à-dire au sort du

prolétariat. Le prolétariat arrivant au pouvoir apparaîtra à la paysannerie comme le libérateur de classe.

Le prolétariat entre au gouvernement comme un représentant révolutionnaire de la nation, comme dirigeant reconnu du peuple en lutte contre l'absolutisme et la barbarie du servage...

Le régime prolétarien devra dès le début se prononcer pour la solution de la question agraire à laquelle est liée la question du sort de puissantes masses populaires de la Russie."

Je me suis permis d'apporter cette citation pour témoigner que la théorie de la Révolution d'Octobre présentée aujourd'hui par moi n'est pas une improvisation rapide et ne fut pas construite après coup sous la pression des événements. Non, elle fut émise sous la forme d'un pronostic politique longtemps avant l'insurrection d'Octobre. Vous serez d'accord que la théorie n'a de valeur en général que dans la mesure où elle aide à prévoir le cours du développement et à l'influencer vers ses buts. En cela même consiste pour parler de façon générale, l'importance inestimable du marxisme comme arme d'orientation sociale et historique. Je regrette que le cadre étroit de l'exposé ne me permette pas d'étendre la citation précédente d'une façon plus large, c'est pourquoi je me contente d'un court résumé de tout l'écrit de l'année 1905.

D'après ses tâches immédiates, la Révolution russe est une révolution bourgeoise. Mais la bourgeoisie russe est anti-révolutionnaire. Par conséquent, la victoire de la révolution n'est possible que comme victoire du prolétariat. Or, le prolétariat victorieux ne s'arrêtera pas au programme de la démocratie bourgeoise, il passera au programme du socialisme. La Révolution russe deviendra la première étape de la révolution socialiste mondiale.

Telle était la théorie de la révolution permanente, édifiée par moi en 1905 et depuis exposée à la critique la plus acerbe sous le nom de "trotskysme".

Pour mieux dire ce n'est qu'une partie de cette théorie. L'autre, maintenant particulièrement d'actualité exprime :

Les forces productives actuelles ont depuis longtemps dépassé les barrières nationales. La société socialiste est irréalisable dans les limites nationales. Si importants que puissent être les succès économiques d'un Etat ouvrier isolé, le programme du "socialisme dans un seul pays" est une utopie petite bourgeoise. Seule une Fédération euro-

péenne, et ensuite mondiale, de républiques socialistes, peut ouvrir la voie à une société socialiste harmonieuse.

Aujourd'hui, après l'épreuve des événements, je vois moins de raison que jamais de me dédire de cette théorie.

Le bolchevisme

Après tout ce qui vient d'être dit, est-il encore la peine de se souvenir de l'écrivain fasciste Malaparte qui m'attribue une tactique indépendante de la stratégie et découlant de recettes insurrectionnelles techniques qui seraient applicables toujours et sous tous les méridiens ? Il est du moins bon que le nom du malheureux théoricien du coup d'Etat permette de le distinguer sans peine du praticien victorieux du coup d'Etat : personne ne risque ainsi de confondre Malaparte avec Bonaparte.

Sans le soulèvement armé du 7 novembre 1917, l'Etat soviétique n'existerait pas. Mais le soulèvement même n'était pas tombé du ciel. Pour la Révolution d'Octobre, une série de prémisses historiques était nécessaire.

1. La pourriture des anciennes classes dominantes, de la noblesse, de la monarchie, de la bureaucratie ;
2. La faiblesse politique de la bourgeoisie qui n'avait aucune racine dans les masses populaires ;
3. Le caractère révolutionnaire de la question agraire ;
4. Le caractère révolutionnaire du problème des nationalités opprimées ;
5. Le poids social imposant du prolétariat.

A ces prémisses organiques, on doit ajouter des conditions conjoncturelles hautement importantes :

6. La Révolution de 1905 fut la grande école, ou selon l'expression de Lénine, la "répétition générale" de la Révolution de 1917. Les Soviets comme forme d'organisation irremplaçable du front unique prolétarien dans la révolution furent constitués pour la première fois en 1905 ;
7. La guerre impérialiste aiguë toutes les contradictions, arracha les masses arriérées à leur état d'immobilité, et prépara ainsi le caractère grandiose de la catastrophe.

Mais toutes ces conditions qui suffisaient complètement pour que la Révolution *éclate*, étaient insuffisantes, pour assurer la *victoire du prolétariat* dans la Révolution. Pour cette victoire, une condition était encore nécessaire :

8. Le Parti bolchevik.

Si j'énumère cette condition comme la dernière de la série, ce n'est que parce que cela correspond à la conséquence logique et non pas parce que j'attribue au Parti la place la moins importante.

Non, je suis très éloigné de cette pensée. La bourgeoisie libérale, elle, peut s'emparer du pouvoir et l'a pris déjà plusieurs fois comme résultat de luttes auxquelles elle n'avait pas pris part : elle possède à cet effet des organes de préhension magnifiquement développés. Cependant, les masses laborieuses se trouvent dans une autre situation, on les a habitués à donner et non à prendre. Elles travaillent, sont patientes aussi longtemps que possible, espèrent, perdent patience, se soulèvent, combattent, meurent, apportent la victoire aux autres, sont trompées, tombent dans le découragement, elles courbent à nouveau la nuque, elles travaillent à nouveau. Telle est l'histoire des masses populaires sous tous les régimes. Pour prendre fermement et sûrement le pouvoir dans ses mains, le prolétariat a besoin d'un Parti qui dépasse de loin les autres partis comme clarté de pensée et comme décision révolutionnaire.

Le Parti des Bolcheviks que l'on désigna plus d'une fois et à juste titre comme le parti le plus révolutionnaire dans l'histoire de l'humanité, était la condensation vivante de la nouvelle histoire de la Russie, de tout ce qui était dynamique en elle. Depuis longtemps déjà la chute de la monarchie était devenue la condition préalable du développement de l'économie et de la culture. Mais pour répondre à cette tâche, les forces manquaient. La bourgeoisie s'effrayait devant la Révolution. Les intellectuels tentèrent de dresser la paysannerie sur ses jambes. Incapable de généraliser ses propres peines et ses buts, le moujik laissa cette exhortation sans réponse. L'intelligentsia s'arma de dynamite. Toute une génération se consuma dans cette lutte.

Le 1er mars 1887, Alexandre Oulianov exécuta le dernier des grands attentats terroristes. La tentative d'attentat contre Alexandre III

échoua. Oulianov et les autres participants furent pendus. La tentative de remplacer la classe révolutionnaire par une préparation chimique, avait fait naufrage. Même l'intelligentsia la plus héroïque n'est rien sans les masses. Sous l'impression immédiate de ces faits et de ses conclusions, grandit et se forma le plus jeune frère de Oulianov, Vladimir, le futur Lénine, la plus grande figure de l'histoire russe. De bonne heure dans sa jeunesse, il se plaça sur le terrain du marxisme et tourna le visage vers le prolétariat. Sans perdre des yeux un instant le village, il chercha le chemin vers la paysannerie à travers les ouvriers. En héritant de ses précurseurs révolutionnaires la résolution, la capacité de sacrifice, la disposition à aller jusqu'au bout. Lénine devint dans ses années de jeunesse l'éducateur de la nouvelle génération intellectuelle et des ouvriers avancés. Dans les luttes grévistes et de rues, dans les prisons et en déportation, les travailleurs acquirent la trempe nécessaire. Le projecteur du marxisme leur était nécessaire pour éclairer dans l'obscurité de l'autocratie leur voie historique.

En 1883 naquit dans l'émigration le premier groupe marxiste. En 1898, à une assemblée clandestine fut proclamée la création du parti social-démocrate ouvrier russe (nous nous appelions tous en ce temps sociaux-démocrates). En 1903, eut lieu la scission entre bolcheviks et mencheviks. En 1912, la fraction bolchevique devint définitivement un parti indépendant.

Il apprit à reconnaître la mécanique de classe de la société dans les luttes, dans de grandioses événements, pendant 12 ans (1905-1917). Il éduqua des cadres aptes également à l'initiative comme à l'obéissance. La discipline de l'action révolutionnaire s'appuyait sur l'unité de la doctrine, les traditions des luttes communes et la confiance envers une direction éprouvée.

Tel était le Parti en 1917. Tandis que l'"opinion publique" officielle et les tonnes de papier de la presse intellectuelle le mésestimaient, il s'orientait selon le mouvement des masses. Il tenait fermement le levier en main au-dessus des usines et des régiments. Les masses paysannes se tournaient toujours plus vers lui. Si l'on entend par nation non les sommets privilégiés, mais la majorité du peuple, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, alors le bolchévisme devint au cours de l'année 1917 le parti russe véritablement national.

En 1917, Lénine, contraint de se tenir à l'abri, donna le signal : "*La crise est mûre, l'heure du soulèvement approche*". Il avait raison. Les classes dominantes étaient tombées dans l'impasse en face des problèmes de la guerre et de la libération nationale. La bourgeoisie perdit définitivement la tête. Les partis démocratiques, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, dissipèrent le dernier reste de leur confiance auprès des masses en soutenant la guerre impérialiste par la politique de compromis impuissants et de concessions aux propriétaires bourgeois et féodaux. L'armée réveillée ne voulait plus lutter pour les buts de l'impérialisme qui lui étaient étrangers. Sans faire attention aux conseils démocratiques, la paysannerie expulsa les propriétaires fonciers et leurs domaines. La périphérie nationale opprimée de l'empire se dressa contre la bureaucratie pétersbourgeoise. Dans les conseils d'ouvriers et de soldats les plus importants les bolcheviks dominaient. Les ouvriers et les soldats exigeaient des actes. L'abcès était mûr. Il fallait un coup de bistouri.

Le soulèvement ne fut possible que dans ces conditions sociales et politiques.

Et il fut aussi inéluctable. Mais on ne peut plaisanter avec l'insurrection. Malheur au chirurgien qui manie négligemment le bistouri. L'insurrection est un art. Elle a ses lois et ses règles.

Le Parti réalisa l'insurrection d'Octobre avec un calcul froid et une résolution ardente. Grâce à cela précisément, elle triompha presque sans victime. Par les Soviets victorieux, les bolcheviks se placèrent à la tête du pays qui englobe un sixième de la surface terrestre.

Il est à supposer que la majorité de mes auditeurs d'aujourd'hui ne s'occupaient en 1917 encore nullement de politique. Cela est d'autant mieux. La jeune génération a devant elle beaucoup de choses intéressantes, mais aussi des choses pas toujours faciles.

Mais les représentants des vieilles générations dans cette salle se rappelleront certainement très bien comment fut accueillie la prise du pouvoir par les bolcheviks : comme une curiosité, un malentendu, un scandale, le plus souvent comme un cauchemar qui devait se dissiper au premier rayon de soleil. Les bolcheviks se maintiendraient 24 heures, une semaine, un mois, une année. Il fallait repousser les délais toujours plus... Les maîtres du monde entier s'armaient contre le premier Etat ouvrier : déclenchement de la guerre civile, nouvelles et

nouvelles interventions, blocus. Ainsi passa une année après l'autre. L'histoire a eu à enregistrer entre-temps quinze années d'existence du pouvoir soviétique.

Oui, dira quelque adversaire : l'aventure d'Octobre s'est montrée beaucoup plus solide que beaucoup d'entre nous le pensions. Peut-être ne fût-ce pas complètement une "aventure". Néanmoins la question conserve toute sa force : qu'a-t-on obtenu pour ce prix si élevé ? Peut-être a-t-on réalisé ces tâches si brillantes annoncées par les bolcheviks à la veille de l'insurrection ? Avant de répondre à l'adversaire supposé, observons que la question en elle-même n'est pas nouvelle. Au contraire, elle s'attache aux pas de la Révolution d'Octobre depuis le jour de sa naissance.

Le journaliste français Claude Anet qui séjournait à Petrograd pendant la Révolution, écrivait déjà le 27 octobre 1917 :

"Les maximalistes (c'est ainsi que les Français appelaient alors les bolcheviks) ont pris le pouvoir et le grand jour est arrivé. Enfin, me dis-je je vais voir se réaliser l'Eden socialiste qu'on nous promet depuis tant d'années... Admirable aventure ! Position privilégiée !", etc., etc., et ainsi de suite. Quelle haine sincère derrière ces salutations ironiques ! Dès le lendemain de la prise du Palais d'Hiver, le journaliste réactionnaire s'empressait d'annoncer ses prétentions à une carte d'entrée pour l'Eden. Quinze années se sont écoulées depuis l'insurrection. Avec un manque de cérémonie d'autant plus grand, les adversaires manifestent leur joie maligne qu'aujourd'hui encore le pays des Soviets ressemble très peu à un royaume de bien-être général. Pourquoi donc la révolution et pourquoi les victimes ?

Bilan d'Octobre

Chers auditeurs --je me permets de penser que les contradictions, les difficultés, les fautes et les insuffisances du régime soviétique ne me sont pas moins connues qu'à qui que ce soit. Personnellement, je ne les ai jamais dissimulées, ni en paroles ni en écrits. Je pensais et je pense que la politique révolutionnaire --à la différence de la politique conservatrice-- ne peut être édifiée sur le camouflage. "Exprimer ce qui est", doit être le principe le plus élevé de l'Etat ouvrier.

Mais il faut des perspectives dans la critique comme dans l'activité créatrice. Le subjectivisme est un mauvais aiguilleur, surtout dans les

grandes questions. Les délais doivent être adaptés aux tâches et non aux caprices individuels. Quinze années ! Qu'est-ce pour une seule vie ? Pendant ce temps, nombreux sont ceux de notre génération qui furent enterrés, chez les survivants les cheveux gris se sont beaucoup multipliés. Mais ces mêmes quinze années : quelle période minimale dans la vie d'un peuple ! Rien qu'une minute sur la montre de l'histoire.

Le capitalisme eut besoin de siècles pour s'affirmer dans la lutte contre le moyen âge, pour élever la science et la technique, pour construire les chemins de fer, pour tendre des fils électriques. Et alors ? Alors, l'humanité fut jetée par le capitalisme dans l'enfer des guerres et des crises ! Mais au socialisme, ses adversaires, c'est-à-dire les partisans du capitalisme, n'accordent qu'une décennie et demie pour instaurer sur terre le paradis avec tout le confort. Non, nous n'avons pas assumé sur nous de telles obligations. Nous n'avons pas posé de tels délais. On doit mesurer les processus de grands changements avec une échelle qui leur soit adéquate. Je ne sais si la société socialiste ressemblera au paradis biblique. J'en doute fort. Mais dans l'Union soviétique, il n'y a pas encore de socialisme. Un état de transition, plein de contradictions, chargé du lourd héritage du passé, en outre, sous la pression ennemie des Etats capitalistes y domine. La Révolution d'Octobre a proclamé le principe de la nouvelle société. La République soviétique n'a montré que le premier stade de sa réalisation. La première lampe d'Edison fut très mauvaise. Sous les fautes et les erreurs de la première édification socialiste, on doit savoir discerner l'avenir.

Et les calamités qui s'abattent sur les êtres vivants ?

Les résultats de la Révolution justifient-ils peut-être les victimes causées par elle ? Question stérile et profondément rhétorique : comme si les processus de l'histoire relevaient d'un plan comptable ! Avec autant de raison, face aux difficultés et peines de l'existence humaine, on pourrait demander : cela vaut-il vraiment la peine d'être sur la terre ? Lénine écrivit à ce propos : "Et le sot attend une réponse"... Les méditations mélancoliques n'ont pas interdit à l'homme d'engendrer et de naître. Même dans ces jours d'une crise mondiale sans exemple, les suicides constituent heureusement un pourcentage peu élevé. Mais les peuples n'ont pas l'habitude de chercher refuge dans le

suicide. Ils cherchent l'issue aux fardeaux insupportables dans la Révolution.

En outre, qui s'indigne au sujet des victimes de la révolution socialiste ? Le plus souvent, ce sont ceux qui ont préparé et glorifié les victimes de la guerre impérialiste ou du moins qui s'en sont très facilement accommodés. C'est notre tour de demander : la guerre s'est-elle justifiée ? Qu'a-t-elle donné ? Qu'a-t-elle enseigné ?

Dans ses 11 volumes de diffamation contre la grande Révolution française, l'historien réactionnaire Hyppolyte Taine décrit non sans joie maligne les souffrances du peuple français dans les années de la dictature jacobine et celles qui la suivirent. Elles furent surtout pénibles pour les couches inférieures des villes, les plébéiens, qui, comme sans-culotte, donnèrent à la Révolution la meilleure partie de leur âme. Eux ou leurs femmes passaient des nuits froides dans des queues pour retourner le lendemain les mains vides au foyer familial glacial. Dans la dixième année de la Révolution, Paris était plus pauvre qu'avant son éclosion. Des faits soigneusement choisis, artificiellement compilés servent à Taine pour fonder son verdict destructeur contre la Révolution. Voyez-vous, les plébéiens voulaient être des dictateurs et se sont jetés dans la misère.

Il est difficile d'imaginer un moraliste plus plat : premièrement, si la Révolution avait jeté le pays dans la misère, la faute en retombait avant tout sur les classes dirigeantes qui avaient poussé le peuple à la révolution. Deuxièmement : la grande Révolution française ne s'épuisa pas en queues de famine devant les boulangeries. Toute la France moderne, sous certains rapports toute la civilisation moderne sont sorties du bain de la Révolution française !

Au cours de la guerre civile aux Etats-Unis, pendant l'année soixante du siècle précédent, 50.000 hommes sont tombés. Ces victimes se justifient-elles ?

Du point de vue des esclavagistes américains et des classes dominantes de Grande-Bretagne qui marchaient avec eux --non ! Du point de vue du nègre ou du travailleur britannique --complètement ! Et du point de vue du développement de l'humanité dans l'ensemble --il ne peut aussi là-dessus y avoir de doute. De la guerre civile de l'année 60, sont issus les Etats-Unis actuels avec leur initiative pratique effrénée,

la technique rationaliste, l'élan économique. Sur ces conquêtes de l'américanisme, l'humanité édifiera la nouvelle société.

La Révolution d'Octobre a pénétré plus profondément que toutes celles qui la précédèrent dans le saint des saints de la société, dans les rapports de propriété. Des délais d'autant plus longs sont nécessaires pour que se manifestent les suites créatrices de la Révolution dans tous les domaines de la vie. Mais l'orientation générale du bouleversement est maintenant déjà claire devant ses accusateurs capitalistes, la République soviétique n'a aucune raison de courber la tête et de parler le langage de l'excuse.

Pour apprécier le nouveau régime au point de vue du développement humain, on doit d'abord répondre à la question: en quoi s'extériorise le progrès social, et comment peut-il se mesurer ?

Le critère le plus objectif, le plus profond et le plus indiscutable, c'est le progrès qui peut se mesurer par la croissance la productivité du travail social. L'estimation de la Révolution d'Octobre, sous cet angle, est déjà donnée par l'expérience. Pour la première fois dans l'histoire, le principe de l'organisation socialiste a montré sa capacité en fournissant des résultats de production jamais obtenus dans une courte période.

En chiffres d'index globaux, la courbe du développement industriel de la Russie s'exprime comme suit : Posons pour l'année 1913, la dernière année avant la guerre, le nombre 100. L'année 1920, le sommet de la guerre civile est aussi le point le plus bas de l'industrie : 25 seulement, c'est-à-dire un quart de la production d'avant-guerre ; 1925, un accroissement jusqu'à 75, c'est-à-dire jusqu'aux trois-quarts de la production d'avant-guerre; 1929, environ 200 ; 1932, 300 ; c'est-à-dire trois fois autant qu'à la veille de la guerre.

Le tableau devient encore plus clair à la lumière des index internationaux. De 1925 à 1932, la production industrielle de l'Allemagne a diminué d'environ une fois et demie, en Amérique environ du double ; dans l'Union soviétique, elle a monté à plus du quadruple ; le chiffre parle pour lui-même.

Je ne songe nullement à nier ou à dissimuler les côtés sombres de l'économie soviétique. Les résultats des index industriels sont extraordinairement influencés par le développement non favorable de l'économie agraire, c'est-à-dire du domaine qui ne s'est pas encore élevé

aux méthodes socialistes, mais qui fut en même temps mené sur la voie de la collectivisation, sans préparation suffisante, plutôt bureaucratiquement que techniquement et économiquement. C'est une grande question qui, cependant, déborde les cadres de ma conférence.

Les chiffres des indices présentés appellent encore une réserve essentielle. Les succès indiscutables et brillants à leur façon de l'industrialisation soviétique exigent une vérification économique ultérieure du point de vue de l'harmonie réciproque des différents éléments de l'économie, de leur équilibre dynamique et, par conséquent, de leur capacité de rendement. De grandes difficultés et même des reculs sont encore inévitables. Le socialisme ne sort pas dans sa forme achevée du plan quinquennal, comme Minerve de la tête de Jupiter ou Vénus de l'écume de la mer. On est encore devant des décades de travail opiniâtre, de fautes, d'amélioration et de reconstruction. En outre, n'oublions pas que l'édification socialiste, d'après son essence, ne peut atteindre son achèvement que sur l'arène internationale. Mais même le bilan économique le plus défavorable des résultats obtenus jusqu'à présent ne pourrait révéler que l'inexactitude des données, les fautes du plan et les erreurs de la direction, il ne pourrait contredire le fait établi empiriquement: la possibilité d'élever la productivité du travail collectif à une hauteur jamais existante à l'aide de méthodes socialistes. Cette conquête, d'une importance historique mondiale, personne et rien ne pourra nous la dérober.

Après ce qui vient d'être dit, à peine faut-il s'attarder aux plaintes selon lesquelles la Révolution d'Octobre a mené la Russie au déclin de la culture. Telle est la voix des classes régnautes et des salons inquiets. La "culture" aristocratique-bourgeoise renversée par la révolution prolétarienne n'était qu'une simili parure de la barbarie. Pendant qu'elle restait inaccessible au peuple russe, elle apportait peu de neuf au trésor de l'humanité.

Mais aussi en ce qui concerne cette culture tant pleurée par l'émigration blanche, on doit préciser la question : dans quel sens est-elle détruite ? Dans un seul sens : le monopole d'une petite minorité sur les biens de la culture est anéanti. Mais tout ce qui était réellement culturel dans l'ancienne culture russe est resté intact. Les Huns du bolchévisme n'ont piétiné ni la conquête de la pensée ni les oeuvres de l'art. Au contraire, ils ont soigneusement rassemblé les monuments de la

création humaine et les ont mis en ordre exemplaire. La culture de la monarchie, de la noblesse et de la bourgeoisie est maintenant devenue la culture des musées historiques.

Le peuple visite avec zèle ces musées. Mais il ne vit pas dans les musées. Il apprend. Il construit. Le seul fait que la Révolution d'Octobre ait enseigné au peuple russe, aux dizaines de peuples de la Russie tsariste, à lire et à écrire, se place incomparablement plus haut que toute la culture russe en serre d'autrefois.

La Révolution d'Octobre a posé la base pour une nouvelle culture destinée non à des élus mais à tous. Les masses du monde entier le sentent. D'où leurs sympathies pour l'Union soviétique, aussi ardentes qu'était jadis leur haine contre la Russie tsariste.

Chers auditeurs, vous savez que le langage humain représente un outil irremplaçable, non seulement pour la désignation des événements mais aussi pour leur estimation. En écartant l'accidentel, l'épique, l'artificiel, il absorbe en lui le réel, il le caractérise et le ramasse. Remarquez avec quelle sensibilité les langues des nations civilisées ont distingué deux époques dans le développement de la Russie. La culture aristocratique apporta dans le monde des barbarismes tels que *tsar*, *cosaque*, *pogrome*, *nagaika* [fouet]. Vous connaissez ces mots et vous savez ce qu'ils signifient. Octobre apporta aux langues du monde des mots tels que *Bolchevik*, *Soviet*, *Kolkhoz*, *Gosplan* [Commission du plan], *Piatiletka* [Plan quinquennal]. Ici la linguistique pratique rend son jugement historique suprême !

La signification la plus profonde, cependant plus difficilement soumise à une mesure immédiate, de chaque révolution consiste en ce qu'elle forme et trempe le caractère populaire. La représentation du peuple russe comme un peuple lent, passif, mélancolique, mystique est largement répandue et non par hasard. Elle a ses racines dans le passé. Mais jusqu'à présent, ces modifications profondes que la Révolution a introduites dans le caractère du peuple ne sont pas suffisamment prises en considération en Occident. Pouvait-il en être autrement ?

Chaque homme avec une expérience de la vie peut éveiller dans sa mémoire l'image d'un adolescent quelconque connu de lui qui -- impressionnable, lyrique, sentimental enfin-- devient plus tard, d'un seul coup, sous l'action d'un fort choc moral plus fort, mieux trempé et

n'est plus à reconnaître. Dans le développement de toute une nation, la Révolution accomplit des transformations morales du même genre.

L'insurrection de février contre l'autocratie, la lutte contre la noblesse, contre la guerre impérialiste, pour la paix, pour la terre, pour l'égalité nationale, l'insurrection d'Octobre, le renversement de la bourgeoisie et des partis qui tendaient aux accords avec la bourgeoisie, trois années de guerre civile sur une ceinture de front de 8000 kilomètres, les années de blocus, de misère, de famine et d'épidémies, les années d'édification économique tendue, les nouvelles difficultés et privations ; c'est une rude, mais bonne école. Un lourd marteau détruit le verre, mais il forge l'acier. Le marteau de la Révolution forge l'acier du caractère du peuple.

"Qui le croira ?" On devait déjà le croire. Peu après l'insurrection un des généraux tsaristes, Zaleski, s'étonnait "qu'un portier ou qu'un gardien devienne d'un coup un président de tribunal ; un infirmier, directeur d'hôpital ; un coiffeur, dignitaire ; un enseigne commandant suprême ; un journalier maire ; un serrurier dirigeant d'entreprise".

"Qui le croira ?" On devait déjà le croire. On ne pouvait d'ailleurs pas ne pas le croire, tandis que les enseignes battaient les généraux, le maire, autrefois journalier, brisait la résistance de la vieille bureaucratie, le lampiste mettait de l'ordre dans les transports, le serrurier, comme directeur, rétablissait l'industrie.

"Qui le croira ?" Qu'on tente seulement de ne pas le croire.

Pour expliquer la patience inhabituelle que les masses populaires de l'Union soviétique montrèrent dans les années de la Révolution, nombre d'observateurs étrangers font appel par ancienne habitude à la passivité du caractère russe. Anachronisme grossier ! Les masses révolutionnaires supportèrent les privations patiemment mais non passivement. Elles construisent de leurs propres mains un avenir meilleur et elles veulent le créer à tout prix. Que l'ennemi de classe essaie seulement d'imposer à ces masses patientes du dehors sa volonté ! Non, mieux vaut qu'il ne l'essaie pas !

Pour conclure, essayons de fixer la place de la Révolution d'Octobre non seulement dans l'histoire de la Russie, mais dans l'histoire du monde. Pendant l'année 1917, dans l'intervalle de 8 mois, deux courbes historiques se rencontrèrent. La Révolution de février --cet écho attardé des grandes luttes qui se sont déroulées dans les siècles passés

sur les territoires des Pays-Bas, d'Angleterre et de France, de presque toute l'Europe continentale-- se lie à la série des révolutions bourgeoises. La Révolution d'Octobre proclame et ouvre la domination du prolétariat. C'est le capitalisme *mondial* qui subit sur le territoire de la Russie sa première grande défaite. La chaîne cassa au plus faible maillon. Mais c'est la chaîne et non seulement le maillon qui cassa.

Vers le socialisme

Le capitalisme comme système mondial s'est historiquement survécu. Il a cessé de remplir sa mission essentielle; l'élévation du niveau de la puissance humaine et de la richesse humaine. L'humanité ne peut stagner sur le palier atteint. Seule une puissante élévation des forces productives et une organisation juste, planifiée, c'est-à-dire socialiste, de production et de répartition peut assurer aux hommes --à tous les hommes-- un niveau de vie digne et leur conférer en même temps le sentiment précieux de la liberté en face de leur propre économie. De la liberté sous deux sortes de rapports : premièrement, l'homme ne sera plus obligé de consacrer la principale partie de sa vie au travail physique. Deuxièmement, il ne dépendra plus des lois du marché, c'est-à-dire des forces aveugles et obscures qui s'édifient derrière son dos. Il édifiera librement son économie, c'est-à-dire selon un plan, le compas en main. Cette fois, il s'agit de radiographier l'anatomie de la société, de découvrir tous ses secrets et de soumettre toutes ses fonctions à la raison et à la volonté de l'homme collectif. En ce sens, le socialisme doit devenir une nouvelle étape dans la croissance historique de l'humanité. A notre ancêtre qui s'arma pour la première fois d'une hache de pierre, toute la *nature* se présenta comme la conjuration d'une puissance mystérieuse et hostile. Depuis, les sciences naturelles en collaboration étroite avec la technologie pratique ont éclairé la nature jusque dans ses profondeurs les plus obscures. Au moyen de l'énergie électrique, le physicien rend maintenant son jugement sur le noyau atomique. L'heure n'est plus loin, où, en se jouant, la science résoudra la tâche de l'alchimie, transformant le fumier en or et l'or en fumier. Là où les démons et les furies de la nature se déchaînaient règne maintenant toujours plus courageusement la volonté industrielle de l'homme.

Mais tandis qu'il luttait victorieusement avec la nature, l'homme édifia aveuglément ses rapports avec les autres hommes, presque comme les abeilles ou les fourmis. Avec retard et beaucoup d'indécision, il aborda les problèmes de la société humaine. Il commença par la religion pour passer ensuite à la politique. La Réforme représenta le premier succès de l'individualisme et du rationalisme bourgeois dans un domaine où avait régné une tradition morte. La pensée critique passa de l'Eglise à l'Etat. Née dans la lutte contre l'absolutisme et les conditions moyenâgeuses, la doctrine de la souveraineté populaire et des droits de l'homme et du citoyen grandit. Ainsi se forma le système du parlementarisme. La pensée critique pénétra dans le domaine de l'administration de l'Etat. Le rationalisme politique de la démocratie signifiait la plus haute conquête de la bourgeoisie révolutionnaire.

Mais entre la nature et l'Etat se trouve l'économie. La technique a libéré l'homme de la tyrannie des anciens éléments : la terre, l'eau, le feu et l'air, pour le soumettre aussitôt à sa propre tyrannie. L'homme cesse d'être l'esclave de la nature pour devenir l'esclave de la machine et, pis encore, l'esclave de l'offre et de la demande. La crise mondiale actuelle témoigne d'une manière particulièrement tragique combien ce dominateur fier et audacieux de la nature reste l'esclave des puissances aveugles de sa propre économie. La tâche historique de notre époque consiste à remplacer le jeu déchaîné du marché par un plan raisonnable, à discipliner les forces productives, à les contraindre d'agir avec harmonie en servant docilement les besoins de l'homme. C'est seulement sur cette nouvelle base sociale que l'homme pourra redresser son dos fatigué et --non seulement des élus-- mais chacun et chacune, devenir un citoyen ayant plein pouvoir dans le domaine de la pensée.

Mais cela n'est pas encore l'extrémité du chemin. Non, ce n'en est que le commencement. L'homme se désigne comme le couronnement de la création. Il y a certains droits. Mais qui affirme que l'homme actuel soit le dernier représentant le plus élevé de l'espèce homo sapiens ? Non, physiquement comme spirituellement, il est très éloigné de la perfection, cet avortement biologique dont la pensée est malade et qui ne s'est créé aucun nouvel équilibre organique.

Il est vrai que l'humanité a plus d'une fois produit des géants de la pensée et de l'action qui dépassent les contemporains comme des sommets sur des chaînes de montagne. Le genre humain a droit d'être

fier de ses Aristote, Shakespeare, Darwin, Beethoven, Goethe, Marx, Edison, Lénine, Mais pourquoi ceux-ci sont-ils si rares ? Avant tout, parce qu'ils sont issus à peu près sans exception des classes les plus élevées et moyennes. Sauf de rares exceptions, les étincelles du génie sont étouffées dans les profondeurs opprimées du peuple, avant qu'elles puissent même jaillir. Mais aussi parce que le processus de génération, de développement et d'éducation de l'homme resta et reste en son essence le fait du hasard ; non éclairé par la théorie et la pratique, non soumis à la conscience et à la volonté.

L'anthropologie, la biologie, la physiologie, la psychologie ont rassemblé des montagnes de matériaux pour ériger devant l'homme dans toute leur ampleur les tâches de son propre perfectionnement corporel et spirituel et de son développement ultérieur. Par la main géniale de Sigmund Freud, la psychanalyse souleva le couvercle du puits nommé poétiquement "l'âme" de l'homme. Et qu'est-il apparu ? Notre pensée consciente ne constitue qu'une petite partie dans le travail des obscures forces psychiques. De savants plongeurs descendent au fond de l'Océan et y photographient de mystérieux poissons. Pour que la pensée humaine descende au fond de son propre puits psychique, elle doit éclairer les forces motrices mystérieuses de l'âme et les soumettre à la raison et à la volonté.

Quand il aura terminé avec les forces anarchiques de sa propre société, l'homme travaillera sur lui-même dans les mortiers, dans les cornues du chimiste. Pour la première, fois, l'humanité se considérera elle-même comme une matière première, et dans le meilleur des cas comme un produit semi-achevé physique et psychique. Le socialisme signifiera un saut du règne de la nécessité dans le règne de la liberté, aussi en ce sens que l'homme d'aujourd'hui plein de contradictions et sans harmonie frayera la voie à une nouvelle race plus heureuse.

La restauration n'a pas démontré la supériorité du capitalisme

Martín Hernández

Membre du Comité Exécutif International de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale



Au début du 20^{ème} siècle, la Révolution russe a montré au monde que les travailleurs et les paysans pouvaient mettre en échec la bourgeoisie, l'exproprier et se mettre à la tête de l'Etat. A la fin de ce même siècle, la bourgeoisie a montré au niveau international qu'elle pouvait restaurer le capitalisme dans tous ces états où elle avait été expropriée. A première vue, cela donne l'impression que l'histoire démontre la supériorité du capitalisme sur le socialisme. C'est la conclusion que beaucoup en ont tirée, tant dans la droite comme dans la majorité de la gauche.

Ce n'est pas la première fois que la bourgeoisie déclare sa victoire finale sur le socialisme

A partir de la restauration du capitalisme, la droite a proclamé la fin du socialisme et même la fin de la classe ouvrière et de la lutte de classes. Dans la majorité de la gauche a été décrétée l'impossibilité que les travailleurs prennent le pouvoir, ainsi que la nécessité d'être « réaliste », c'est-à-dire réformiste (ne pas aller au-delà de réformer le capitalisme). Un bilan sur ce qui s'est passé tout au long du 20^{ème} siècle est inévitable et indispensable. Il est toutefois nécessaire, avant de le faire, de rappeler que ce n'est pas la première fois que la bourgeoisie annonce sa victoire finale sur le socialisme.

Quand la Commune de Paris a terminé dans un bain de sang, toute la bourgeoisie a pensé que, de cette manière, les travailleurs n'oseraient plus jamais leur contester le pouvoir. La supériorité de la bourgeoisie paraissait indiscutable. La bourgeoisie était loin d'imaginer que la Commune de Paris, même mise en échec, inspirerait de nouvelles révolutions, spécialement la russe.

En 1914 a commencé la Première Guerre Mondiale, une guerre entre les différentes puissances impérialistes pour se disputer les marchés, spécialement les colonies. A cette même époque, les travailleurs étaient parvenus à construire leurs propres partis, indépendants de la bourgeoisie. La II^{ème} Internationale socialiste s'était développée partout dans le monde. Des millions de travailleurs étaient regroupés dans les partis de cette Internationale ou les prenaient comme référence. Toutefois, peu après, face à la Guerre Mondiale, la direction de l'Internationale a considéré aussi qu'elle devait être « réaliste ». De cette manière elle a transformé ces partis dans des appendices de l'impérialisme. Des millions de travailleurs, des différents pays, ont été envoyés par les chefs de l'Internationale s'entretuer sur les champs de bataille, chacun derrière sa bourgeoisie respective. Les faits paraissaient indiquer que la classe ouvrière ne pourrait jamais jouer un rôle indépendant de la bourgeoisie. Toutefois, ce sera la guerre mondiale elle-même qui ouvre une situation révolutionnaire dans toute l'Europe, et en réponse à la trahison de la II^{ème} Internationale, apparaissent les grands chefs révolutionnaires du 20^{ème} siècle (Vladimir Lénine, Léon Trotsky, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht...) qui se mettent à la tête

de nouvelles révolutions. C'est ce qui a permis le triomphe de la Révolution russe et la construction de la III^{ème} Internationale, déjà non comme appendice de la bourgeoisie impérialiste, mais comme le Parti Mondial de la Révolution.

Peu de temps après le triomphe de la Révolution russe, la bourgeoisie se mobilise au niveau mondial pour récupérer le pouvoir au moyen d'une guerre civile. Elle a lancé 21 armées étrangères, dirigées par les puissances impérialistes, contre la classe ouvrière au pouvoir. En peu de temps, les armées de la contre-révolution ont gagné, l'une après l'autre, toutes les batailles. Des régions complètes de la Russie ont été récupérées par la contre-révolution. Les troupes de la bourgeoisie se sont approchées de Petrograd où se trouvait le pouvoir central de la révolution. Les travailleurs ont été obligés de construire l'Armée Rouge, mais la supériorité militaire de la bourgeoisie était indiscutable. La première expérience socialiste paraissait arriver à sa fin. Les chefs de la bourgeoisie étaient convaincus de leur victoire. Cependant, l'Armée Rouge a commencé à se récupérer et a finalement triomphé dans la guerre civile, non parce qu'elle avait reçu un renforcement d'armes, mais parce qu'elle a mené la guerre avec les méthodes de la révolution. De cette manière, contre toutes les prévisions, le socialisme a démontré sa supériorité sur la bourgeoisie, sur un terrain que personne ne pourrait imaginer : celui de la guerre.

A la fin de la Guerre Civile, la Russie était à moitié détruite. De l'industrie ne restaient que quelques restes. Les indices de production de l'année 1920 n'arrivaient pas à 20% de ceux de 1913 (avant le début de la Première Guerre Mondiale). La classe ouvrière elle-même, qui avait pris le pouvoir, était détruite. Une partie avait trouvé la mort dans la guerre civile et la majorité des survivants était au chômage, étant donné la destruction de l'industrie. Pour survivre, la première expérience socialiste avait besoin de manière urgente de l'aide de la classe ouvrière des pays les plus avancés, mais cette aide n'est pas venue. La révolution allemande a été mise en échec, de même que le reste des révolutions dans les pays de l'Europe. De cette façon, la Russie, qui était déjà un pays arriéré, en plus d'être à moitié détruite, se trouvait isolée. Une fois de plus, la fin de la première expérience socialiste s'approchait.

Léon Trotsky, voyant le caractère dramatique de la situation, a proposé en février 1920 au Comité Central du Parti Bolchevique de faire un virage dans la politique économique du parti. Sa proposition était de mettre un terme à la politique connue comme *Communisme de Guerre*, qui signifiait, entre autres, que tout ce que les paysans produisaient au-delà des besoins de leur propre consommation, était réquisitionné par l'Etat ouvrier. Trotsky a vu la nécessité de créer des stimulants matériels (capitalistes) pour que les paysans produisent davantage. Il a proposé de suspendre les réquisitions et de les remplacer par la perception d'un impôt en espèces. Ainsi, les paysans auraient la liberté pour vendre leurs produits sur le marché.

Cette proposition de Trotsky, qui signifiait le rétablissement du marché capitaliste, a été durement critiquée au Comité Central (elle a perdu par 11 voix contre 4). Lénine était parmi ceux qui s'opposaient à la proposition de Trotsky.

Le Comité Central a décidé de continuer avec le Communisme de Guerre, et la situation de la Russie, loin de s'améliorer, a continué à s'aggraver. Aux dires de Trotsky, « *la vie économique du pays a lutté une année de plus contre la mort dans une voie sans issue* ».⁸

Ce n'est qu'un an plus tard, en 1921, que Lénine a assumé les positions de Trotsky et que le 10^{ème} Congrès du Parti Bolchevique a voté la NEP (Nouvelle Politique Economique), par laquelle le Communisme de Guerre a été abandonné, tant à la campagne qu'en ville. A la campagne, les positions de Trotsky ont été reprises et dans les villes, l'existence d'entreprises privées a été autorisée. Beaucoup d'entreprises étatiques ont même été louées à des chefs d'entreprise, qui les faisaient fonctionner sur la base des normes du capitalisme. Comme résultat de cette politique, durant l'année 1925, la terre continuait à être étatique mais seulement 4% des moyens de production agricoles étaient entre les mains des communes de paysans, tandis que 96% était entre les mains de particuliers. D'autre part, la NEP a signifié le renforcement des koulaks (paysans riches), et l'existence des marchés paysans a permis le surgissement d'un nouveau secteur social, les NEPmen (les hommes de la NEP), qui s'étaient enrichi en agissant comme intermédiaires.

⁸ Léon Trotsky, *Ma Vie*

L'économie russe a commencé lentement à récupérer. Toutefois, la première expérience socialiste paraissait encore une fois être arrivée à sa fin, puisque la récupération avait lieu en faisant appel aux mécanismes du marché capitaliste. Précisément à cause de cela, des voix se sont levées très haut, en faveur et contre la NEP, en URSS et au niveau international.

Depuis des positions de gauche, la direction bolchevique était durement critiquée parce qu'on considérait qu'avec la NEP se restaurait le capitalisme.

Depuis des positions réformistes (ou de droite), au contraire, pour la première fois Lénine faisait l'objet d'éloges. Ainsi par exemple, le vieux réformiste allemand Karl Kautsky, un ennemi de la Révolution d'octobre, soutenait la NEP précisément parce qu'il croyait qu'avec elle, le retour au capitalisme était garanti. Le « Lénine pragmatique », disait-on à l'époque, avait terminé par accepter la supériorité du capitalisme.

Ce que la bourgeoisie et ses agents ne pouvaient pas comprendre, c'est que la direction bolchevique avait donné un pas en arrière, en direction du capitalisme, pour donner par la suite deux pas en avant, en direction du socialisme. Ce que la direction bolchevique a fait, en réalité, avec la NEP, c'était d'utiliser le capitalisme pour fortifier l'Etat ouvrier. C'est pourquoi, l'Etat a toujours maintenu le monopole du commerce extérieur, le monopole du transport (ferroviaire et maritime), le monopole des institutions de crédit et, dans certaines limites, la planification économique centrale. Les résultats devenaient évidents en peu de temps. Déjà dans les années 1924 et 1925, la production industrielle s'approchait à celle de 1913 (elle est arrivée à 71% de ce chiffre). Et le plus important à souligner est que, malgré les concessions au capitalisme que la direction bolchevique a été obligée de faire, durant l'année 1924, 62% des moyens de production étaient socialisés et les 4/5 de la production industrielle provenaient des entreprises de l'Etat.⁹

De cette manière, une fois de plus, le socialisme démontrait sa supériorité sur le capitalisme, maintenant sur le terrain de l'économie.

⁹ Données du livre *Où va la Russie ?* de Léon Trotsky, 1925

La restauration du capitalisme. Le bilan que nous a laissé Léon Trotsky

Actuellement, avec la restauration du capitalisme, l'impérialisme et ses alliés réformistes au sein du mouvement ouvrier essaient de nous convaincre que le socialisme n'a pas de futur et que le capitalisme a démontré, historiquement, sa supériorité. Comme nous avons vu, cette discussion n'est pas nouvelle, au point que, en 1936, Léon Trotsky a fait allusion à cette soi-disant supériorité du capitalisme quand il voyait la dégénération de l'Etat Soviétique et prévoyait, à partir de là, la possibilité de la restauration du capitalisme (ce qui a finalement été le cas).

Trotsky a dit : « *Au cas où l'URSS échouerait, fruit de difficultés internes, de coups externes et d'erreurs de la direction (et nous espérons que ce ne sera pas le cas), le fait inéluctable resterait, comme garantie pour le futur, que seulement grâce à la révolution prolétarienne, un pays arriéré a fait, en moins de deux décennies, des pas sans précédent dans l'Histoire. Ainsi se clôture le débat avec les réformistes dans le mouvement ouvrier.* »¹⁰

Pour prouver son affirmation, Trotsky donnait, entre autres, les données suivantes : « *Le bassin de la rivière Don a produit 2.275.000 tonnes de charbon en décembre 1913, et 7.125.000 tonnes en décembre 1935. Durant les trois dernières années, la production de fer a doublé. [...] En 1920, quand le premier plan d'électrification a été élaboré, il y avait dans le pays 10 usines régionales, avec une capacité totale de 253.000 kW. En 1935, il y avait déjà 95 usines régionales, avec une capacité totale de 4.345.000 kW. En 1925, l'URSS occupait la 11^{ème} place dans la production d'énergie ; en 1935, elle n'était devancée que par l'Allemagne et les Etats-Unis. Dans la production de tracteurs, elle occupe la première place dans le monde. La même chose pour la production de sucre.* »¹¹

L'expropriation de la bourgeoisie, la nationalisation de l'économie et la planification économique centrale ont obtenu ce qu'aucun pays capitaliste arriéré n'a pu obtenir dans toute son histoire. L'URSS a eu un développement spectaculaire sur tous les terrains. Le développement

¹⁰ Léon Trotsky, *La Révolution trahie*

¹¹ Ibidem

sans précédent de son économie a permis d'éliminer la faim, le chômage, l'analphabétisme, le manque de logement, et il a permis un accès massif de la population à la science et la culture, à un tel point que l'URSS a été à l'avant-garde dans la conquête de l'espace. L'URSS a été le premier pays au monde à lancer un satellite, ainsi que le premier à envoyer un satellite habité en orbite.

L'expropriation de la bourgeoisie dans d'autres pays arriérés, comme en Chine et à Cuba, a aussi donné lieu à des résultats spectaculaires sur le terrain économique, des résultats qui se sont manifestés, par après, dans d'autres secteurs. La petite Cuba arriérée s'est mise à l'avant-garde de tout le continent latino-américain en ce qui concerne la médecine, les sports et la lutte contre l'analphabétisme.

La Révolution russe et les révolutions qui y ont succédé, ont montré qu'un développement spectaculaire de l'économie a eu lieu quand la bourgeoisie a été éliminée par la classe ouvrière et le peuple. Cela démontre que la bourgeoisie n'accomplit aucune fonction sociale, est un parasite qui vit de la société et qui, précisément à cause de cela, menace toute l'existence humaine.

En faisant un bilan de la Révolution russe, Trotsky signale : « *Avec ces messieurs de l'économie bourgeoise, il n'y a plus rien à discuter : le socialisme a démontré son droit à la victoire, déjà non dans les pages du Capital, mais dans l'arène économique qui correspond à un sixième de la surface terrestre ; non dans le langage de la dialectique, mais dans le langage du fer, du ciment et de l'électricité.* ».

Ce bilan de Trotsky, fait en 1936, est le bilan que nous devons faire en commémorant les 90 ans de la Révolution russe : **le socialisme a montré son droit à la victoire.**

La restauration du capitalisme ne change pas notre bilan

Ce bilan dressé par Trotsky est souvent mis en question. Il y en a beaucoup qui disent « qu'il faut être réaliste » : la restauration du capitalisme démontre sa supériorité sur le socialisme.

Ce type de raisonnement est erroné. Il ne sert même pas pour analyser une partie de football (celui qui gagne n'est pas toujours le meilleur) et beaucoup moins sur le terrain de l'histoire et de la sociologie.

Dans les années trente, le fascisme s'est étendu comme une traînée de poudre à travers l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et beaucoup d'autres pays. Ce fait n'exprimait pas la supériorité de ces régimes mais la décadence du capitalisme. De la même manière, la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers ne montre pas la supériorité du capitalisme mais sa crise profonde, ce qui est évident, précisément, dans les pays où il a été restauré.

Comme l'a prévu Trotsky, la restauration du capitalisme est en train de provoquer « *un recul catastrophique dans l'économie et la culture* »¹² d'une telle ampleur que la bourgeoisie elle-même commence déjà à se préoccuper. Une commission de scientifiques de l'UNESCO étudie les conséquences sur la planète de la disparition probable de la Russie dans les prochaines cent cinquante années. Le fait est que, depuis la restauration du capitalisme, les indices de natalité dans ce pays sont négatifs, vu les hauts indices de mortalité, provoqués par tout type de maladies, de contrôle facile dans d'autres pays.

Il est vrai qu'il faut être réaliste. Mais être réalistes ne peut pas nous mener à identifier les camps d'exterminations nazis avec le progrès, de la même manière que nous ne pouvons pas parler de supériorité du capitalisme quand il montre, dans les anciens Etats ouvriers, sa phase la plus destructive.

La contre-révolution stalinienne ouvre le chemin à la restauration capitaliste

Mais s'il est vrai qu'en Russie l'expropriation de la bourgeoisie a provoqué un développement spectaculaire de l'économie et de la culture, il faut se demander pourquoi alors le capitalisme a été restauré ?

Dans les années 30, la vieille direction bolchevique, celle qui avait dirigé la révolution de 1917, celle qui avait exproprié le capitalisme, celle qui avait mis en échec la contre-révolution dans la guerre civile, avait été déplacée du pouvoir de manière brutale au moyen de calomnies, de prisons, de déportations et de meurtres. La nouvelle direction du parti et de l'URSS, avec Staline à sa tête, représentait un nouveau secteur social, les milliers de fonctionnaires du parti et de l'Etat qui,

¹² Ibidem

bien qu'ayant assumé leurs postes pour servir le prolétariat révolutionnaire, s'étaient graduellement distancés de leurs bases pour commencer à défendre leurs propres intérêts, dans un processus similaire à celui qui a lieu dans les syndicats. C'est-à-dire, les anciens dirigeants s'étaient transformés en fonctionnaires et ces fonctionnaires s'étaient transformés en bureaucrates.

Il y a plusieurs facteurs qui expliquent pourquoi ces fonctionnaires se sont éloignés à tel point des bases ouvrières et populaires, et pourquoi ces nouveaux bureaucrates ont finalement déplacé les vrais révolutionnaires du pouvoir.

L'activité des masses révolutionnaires a souffert un reflux profond. La Première Guerre Mondiale, et la Guerre Civile que la bourgeoisie a organisée pour essayer de récupérer le pouvoir, avec ses suites de destruction, de faim et de mort, ont provoqué une usure profonde et une fatigue dans les masses. Qui plus est, la classe ouvrière, qui avait été l'avant-garde de la prise du pouvoir, a aussi été l'avant-garde de la guerre civile et une bonne partie a péri sur les champs de bataille. La défaite de la Révolution européenne, et spécialement de la Révolution allemande, a approfondi l'état d'esprit négatif de la population russe. Cette situation a fait qu'un abîme s'est creusé entre les fonctionnaires de l'Etat et les masses.

Dans les années 30, le monde a été surpris par les avancées spectaculaires obtenues par l'URSS dirigée par Staline. Dans son livre *La Révolution Trahie*, Trotsky soulignait ces avancées et disait qu'elles étaient le résultat de la Révolution d'octobre, mais avec cela, il disait que si la classe ouvrière ne parvenait pas à expulser la bureaucratie dirigée par Staline et récupérer le pouvoir, la restauration du capitalisme serait inévitable. De cette manière, en pleine croissance spectaculaire de l'économie, Trotsky a été capable d'anticiper, dans les années trente, ce qui arriverait cinquante ans plus tard.

« Le socialisme dans un seul pays » : la théorie de la restauration

Trotsky considérait, tout comme la direction bolchevique entière, que la Révolution d'octobre, avec toute son importance, n'était qu'un levier pour la révolution mondiale, sans laquelle on ne pourrait pas ar-

river au socialisme, où que ce soit sur la planète. Staline, par contre, a inventé après la mort de Lénine sa théorie du « socialisme dans un seul pays », selon laquelle le socialisme pourrait être réalisé en Russie sans avoir besoin de la révolution mondiale, ce qui l'a mené par après à construire une autre théorie : la coexistence pacifique de l'URSS avec l'impérialisme.

Les marxistes considéraient que le socialisme avait la possibilité de triompher quand le capitalisme, par ses contradictions, ne pourrait plus se développer. En ce sens le triomphe de la révolution socialiste signifierait, depuis son premier jour, une avancée par rapport au capitalisme sur le terrain de l'économie et de la culture. Cohérent avec ce raisonnement, Marx s'attendait à que la révolution socialiste triompherait d'abord dans les pays capitalistes les plus avancés : la France, ensuite l'Allemagne et par après l'Angleterre.

Toutefois, la Révolution a triomphé d'abord en Russie, un pays extrêmement arriéré. Comme nous disions précédemment, l'expropriation de la bourgeoisie en Russie a permis une croissance spectaculaire de l'économie et de la culture, mais cette croissance partait d'un niveau très bas.

Presque vingt années après le triomphe de la révolution, en 1936, l'URSS disposait de 5 km de voies ferrées par 10.000 habitants tandis qu'en France il y en avait 15,2 et aux Etats-Unis 33,1. En cette même année, l'URSS a produit 0,6 automobiles par mille habitants alors que les Etats-Unis en ont produit 23.

Trotsky souligne spécialement la consommation de papier, comme un des indices culturels les plus importants. En 1935 en URSS, la fabrication était de moins de 4 kilos par habitants, à comparer avec 34 kilos aux Etats-Unis et 47 kilos en Allemagne.

A partir de ces données, Trotsky caractérise que le régime soviétique traversait « *une phase préparatoire dans laquelle il fait de l'importation, de l'assimilation, et se sert des conquêtes techniques et culturelles d'Occident [...] cette phase devra durer toute une période historique* ». ¹³

¹³ Ibidem

L'URSS était ainsi, comme partie contradictoire de l'économie mondiale, dans la dépendance de cette économie contrôlée par le capital impérialiste.

L'URSS n'avait qu'un chemin pour dépasser la contradiction provoquée par son retard : étendre la révolution au niveau international, spécialement vers les pays les plus avancés. Toutefois la politique de Staline du « socialisme dans un seul pays » et de la « coexistence pacifique » rendait cette tâche impossible.

La théorie du socialisme dans un seul pays, qui est née comme une utopie réactionnaire, s'est finalement transformée en une stratégie contre-révolutionnaire qui a mené Staline à trahir toute révolution qui menacerait ses partenaires impérialistes. Cela a été particulièrement évident à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, quand Staline a dissout la III^{ème} Internationale, c'est-à-dire l'instrument pour la Révolution Mondiale, à la demande de Winston Churchill, Premier ministre anglais, et qu'il a empêché que les travailleurs de l'Europe centrale, et spécialement ceux de la France développée, prennent le pouvoir.

Ainsi, l'encerclement de la restauration se fermait sur la Russie et sur les autres Etats ouvriers. L'impérialisme continuait à faire pression, avec tous les moyens, pour la restauration du capitalisme. La bureaucratie dirigeante maintenait ces Etats de plus en plus isolés du prolétariat mondial. Et cette même bureaucratie, avec des privilèges matériels énormes, et avec un niveau de vie semblable à celui de la bourgeoisie, avait besoin à son tour de la restauration pour perpétuer ces privilèges.

La restauration

A la fin des années 50, il s'avérait déjà évident que l'idée du « socialisme dans un seul pays » n'était qu'une utopie réactionnaire. L'ensemble des économies de l'Est européen, sans condition de concurrencer avec les grandes puissances impérialistes, perdait son dynamisme initial. Elles continuaient à grandir, mais à un rythme de plus en plus petit.

Au début des années 60, la situation s'aggravait encore plus, puisque dans l'ensemble de ces pays, les économies ont commencé à décliner.

Face à cette nouvelle réalité, la bureaucratie se trouvait face à deux chemins. Abandonner la politique de coexistence pacifique avec le ca-

pitalisme en reprenant le chemin des bolcheviques, c'est-à-dire de la révolution mondiale, ou faire appel à l'impérialisme à la recherche d'aide.

Comme on sait, la bureaucratie a adopté le second chemin. Elle a intensifié les relations avec l'Occident à la recherche de technologies plus avancées. Entre les années 63 et 68, ces relations se sont intensifiées à un tel point que cette période est passée à l'histoire comme « l'âge d'or du commerce Est - Ouest ». Toutefois, comme on pouvait s'y attendre, le commerce inégal contrôlé par l'impérialisme a provoqué un résultat désastreux pour les économies de l'Est, et la bureaucratie a fait encore une fois appel au capitalisme, maintenant à la recherche de prêts. Ceux-ci ont été obtenus assez facilement, ce qui a mené à ce que ces Etats soient emprisonnés dans une énorme dette externe. Entre 1970 et 1987, l'URSS a multiplié sa dette externe par 42.

La bureaucratie russe, ainsi que l'ensemble des autres bureaucraties, déchargeaient le poids de la crise sur la population avec des résultats tragiques. En Russie, l'espérance de vie, qui était de 70 ans en 1972, allait tomber à 60 ans au début des années 80.

La fin de cette histoire est bien connue. Avant l'approfondissement de la crise économique, et face à la crainte d'une convulsion sociale, la bureaucratie russe, dirigée par Gorbatchev, a entamé en 1986 le démontage de ce qui restait de l'Etat ouvrier, conquis en octobre 1917, et s'est lancé définitivement dans les bras de l'impérialisme. Le capitalisme a été restauré, ce qui a été accompagné d'une destruction d'une telle ampleur que de nos jours, comme nous disions précédemment, le futur de la Russie, comme pays, est mis en question.

Revenons maintenant au bilan initial

La restauration du capitalisme est-elle la preuve de l'échec du socialisme ? C'est impossible de faire cette affirmation. La Révolution russe n'est parvenue qu'à prendre les premières mesures pour aller en direction du socialisme. Mais ces mesures ont été tellement profondes que le capitalisme au niveau mondial a tardé presque 70 ans pour les détruire. Et cela, en prenant en considération que pendant toutes ces années, il a disposé des armées les plus puissantes du monde, qui ont envahi l'URSS avec ce but en deux occasions, et il a en outre disposé

dans ces Etats d'une bureaucratie collabo, assassin de révolutionnaires, qui a agi comme son agent et a dirigé la restauration du capitalisme.

Non. Il n'y a pas d'échec du socialisme. Nous sommes face à l'échec de la bureaucratie et sa théorie du « socialisme dans un seul pays » et nous sommes face à une évidence : si le capitalisme continue à régir le monde, le chemin vers la barbarie est inévitable. Il suffit de voir ce qui arrive dans les Etats ouvriers, où a triomphé la restauration.

Tout comme cela a été le cas avec la Commune de Paris, la classe ouvrière et les nouvelles générations de révolutionnaires auront dans la Révolution russe de 1917, et dans ses vicissitudes, un matériel précieux d'étude et de réflexion pour préparer et mettre en oeuvre de nouvelles et victorieuses révolutions.

Table des matières

Venezuela : la gauche face à Chavez et au référendum	4
<i>La gauche, unie pour faire face au putsch et divisée face au référendum.....</i>	<i>5</i>
<i>Un nouveau scénario politique.....</i>	<i>6</i>
<i>La majorité de la gauche soutient la proposition de réforme de Chavez</i>	<i>8</i>
<i>La crainte du NON.....</i>	<i>10</i>
<i>Le mouvement étudiant et le NON</i>	<i>13</i>
<i>Chavez a été mis en échec dans le référendum : et quoi maintenant ?.....</i>	<i>16</i>
Le début d'une crise économique mondiale ?	20
<i>La bulle immobilière aux Etats-Unis a « éclaté ».....</i>	<i>20</i>
<i>Partons de Marx</i>	<i>21</i>
<i>Un caractère de plus en plus spéculatif.....</i>	<i>22</i>
<i>Les « bulles »</i>	<i>23</i>
<i>Etats-Unis : des problèmes économiques très profonds.....</i>	<i>24</i>
<i>Le tandem Etats-Unis - Chine</i>	<i>25</i>
<i>La genèse de la situation actuelle</i>	<i>25</i>
<i>La bulle immobilière... ..</i>	<i>26</i>
<i>...a éclaté.....</i>	<i>27</i>
<i>Les perspectives</i>	<i>28</i>
La Révolution russe.....	31
<i>Le coup d'Etat</i>	<i>33</i>
<i>Les causes d'Octobre</i>	<i>36</i>
<i>La paysannerie.....</i>	<i>40</i>
<i>La question nationale.....</i>	<i>41</i>
<i>La révolution permanente</i>	<i>42</i>
<i>Le bolchevisme.....</i>	<i>44</i>
<i>Bilan d'Octobre.....</i>	<i>48</i>
<i>Vers le socialisme</i>	<i>55</i>
La restauration n'a pas démontré la supériorité du capitalisme	58
<i>Ce n'est pas la première fois que la bourgeoisie déclare sa victoire finale sur le socialisme.....</i>	<i>59</i>
<i>La restauration du capitalisme. Le bilan que nous a laissé Léon Trotsky.....</i>	<i>63</i>
<i>La restauration du capitalisme ne change pas notre bilan</i>	<i>64</i>
<i>La contre-révolution stalinienne ouvre le chemin à la restauration capitaliste</i>	<i>65</i>
<i>« Le socialisme dans un seul pays » : la théorie de la restauration.....</i>	<i>66</i>
<i>La restauration</i>	<i>68</i>
<i>Revenons maintenant au bilan initial</i>	<i>69</i>